



Saboter l'énergie

**La lutte contre
la construction du
gazoduc TAP**

dans le Salento

*{Recueil de textes italiens,
août 2013/février 2018}*

SANS PATRIE

brochures anarchistes
& internationalistes

Après les recueils de textes *Notre meilleure défense c'est l'attaque* et *Face à face avec l'ennemi* en provenance du Chili et du Mexique, puis *Silence radio* originaire de Zurich (Suisse), nous poursuivons notre série de brochures et de traductions autour des questions de l'attaque et de la solidarité d'un point de vue anarchiste et internationaliste avec celle-ci sur la lutte en cours contre le TAP dans les Pouilles (Italie).

Conscients que d'autres individus s'y sont attelés avant nous, nous tenions également à signaler quelques autres parutions qui s'inscrivent dans une même continuité d'idées et de pratiques sans frontières.

Sans Patrie :

- *Saboter l'énergie. La lutte contre la construction du gazoduc TAP dans le Salento*, mars 2018, 54 p., A5
- *Silence radio, à propos de sabotage, de répression et de signaux de fumée depuis la clandestinité* (Zurich, 2016), juin 2017, 20 p., A5
- *Face à face avec l'ennemi. Recueil de textes de compagnons incarcérés au Mexique suite à des attaques (janv. 2012/août 2014)*, août 2014, 64 p., A5
- *Notre meilleure défense c'est l'attaque, recueil de textes de Sin banderas ni fronteras (Chili)*, janvier 2014, 32 p., A5

Quelques titres :

- *Allonger la main. A propos de quelques braquages de banques à Aix-en-Chapelle en Allemagne...*, août 2016, 40p., A5
- *En armant notre chemin, sans transiger ni négocier. Ecrits en solidarité et communiqués de Mónica Caballero et Francisco Solar*, mars 2016, 40 p., A5
- *Jusqu'à détruire la dernière des cages. Écrits en solidarité et communiqués de Mónica Caballero et Francisco Solar*, avril 2014, 20 p., A5
- *Présentation de Pestifera la mia vita, autobiographie de Claudio Lavazza*, avril 2012, 36 p., A5
- *Peste noire. Autour de la mort d'un compagnon au Chili, mais pas seulement*, juillet 2009, 16 p., A3
- *Pour que ce juillet-là redevienne une menace. Sur le procès contre les rebelles de Gênes*, juin 2004, 8 p., A4
- *Dans le marécage. Limites et perspectives de la répression anti-anarchiste*, juin 2000, 50 p., A5

[Brochures disponibles dans toutes les bonnes distros.
Sinon, cherchez-les puis faites-les circuler vous-mêmes.]

Quelques mots d'introduction

La question énergétique fait assurément partie aujourd'hui comme hier des points sensibles de la domination. Après la récupération dans les années 80 des luttes antinucléaires en France et en Allemagne (mais aussi en Suisse et en Italie) pour les dissoudre dans un nouveau capitalisme vert qui dissémine champs d'éoliennes et de panneaux solaires, tout en ayant conservé par ailleurs centrales à charbon ou nucléaires, il est temps de réinterroger à quoi sert toute cette énergie, et quel modèle de société elle sous-tend.

Si nous avons souhaité traduire une vingtaine de textes autour de la lutte contre le gazoduc TAP dans le Sud de l'Italie, c'est donc à la fois parce qu'il nous semble important de défendre sa dimension internationaliste (Ni ici ni ailleurs !), mais aussi parce qu'une partie des compagnons qui y participe sur place porte un contenu offensif et des modes d'auto-organisation qui pourraient bien nous inspirer à Bure comme à Notre-Dame-des-Landes. Bien loin de la composition politique, du localisme et de sa défense d'un environnement trop chouette, ou encore du citoyenisme indigné contre les « projets inutiles », ils ont en effet élaboré au fil du temps des réflexions et des propositions qui entendent d'un côté approfondir cette lutte partielle vers une critique en soi de l'énergie (son usage, ses faux-besoins et ses structures), et d'un autre expérimenter des méthodes d'auto-organisation vers une conflictualité permanente avec un existant mortifère.

Une lutte de ce type n'est bien entendu jamais homogène, et comporte aussi des moments de conflit plus intenses que d'autres. Au printemps 2017, c'est la transplantation de 200 oliviers hors de la zone de chantier qui a déchaîné les passions, avec blocages de route, confrontations avec la flicaille, et même quelques attaques incendiaires. Ce fut aussi l'occasion rêvée pour les politiciens en tout genre d'accourir de partout pour tenter

de récupérer ou de ré-encadrer vers des rails institutionnels une révolte qui prenait parfois des accents de rage plus incontrôlables et plus spontanés. Depuis, la zone a été décrétée rouge par le pouvoir avec tout ce qui s'en suit (occupation policière, contrôle du village de Melendugno, répression plus large), et la lutte est redevenue un peu plus atone.

Alors que le chantier du dernier tronçon dans les Pouilles n'en est qu'à ses débuts et que le projet est toujours en cours ailleurs (Grèce, Albanie), il reste beaucoup à faire pour mettre fin à cette nuisance. Comme l'ont encore écrit récemment quelques compagnons sur place, « en 2017 les travaux du TAP ont continué d'avancer sans que cette détermination initiale redevienne incisive, mais rien n'est encore perdu. Serons-nous encore capable de laisser derrière nous la politique et les bulletins d'adhésion ? Serons-nous encore capables de nous y opposer concrètement et avec courage ? Serons-nous encore capables d'inverser la roue ? Essayer est le minimum qu'on puisse faire. »

Cette petite brochure est donc aussi une proposition. Pour élargir la lutte contre le TAP au-delà des frontières, et offrir à d'autres encore la possibilité de contribuer à inverser la roue.

Des sans patrie

Quelques contacts :

- **TILT,**

Spazio informativo e di lotta contro il TAP

Via Orsini Ducas, 4

73100 Lecce

tiltap@riseup.net

- **Biblioteca Anarchica Disordine**

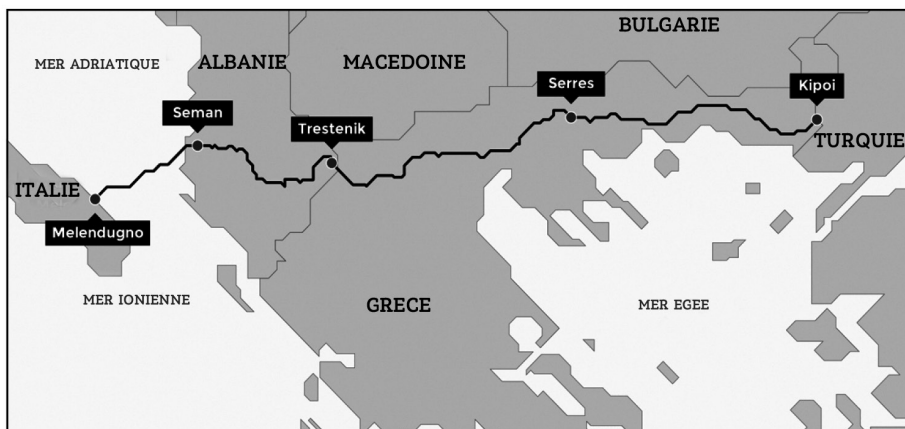
Via delle Giravolte, 19/A

73100 Lecce

disordine@riseup.net

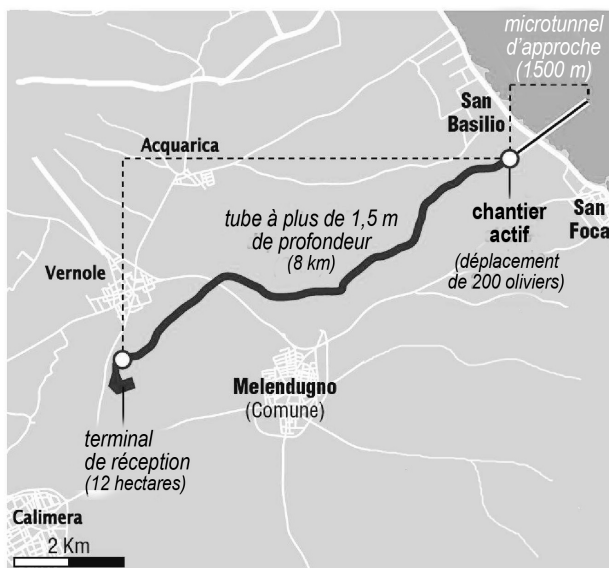
- **Finimondo**

www.finimondo.org



Le TAP est le dernier tronçon du *Southern Gas Corridor* qui devrait transporter le gaz du champ de Shah Deniz II, en mer Caspienne, vers les marchés occidentaux. Il devrait s'étendre sur 879 kilomètres en traversant le nord de la Grèce (545 km), l'Albanie (215 km), la mer Adriatique (105 km) pour s'arrêter en Italie avec un tronçon de 8 kilomètres à partir de la plage de San Foca. Un autre pipeline de 55 kilomètres serait ensuite construit afin de connecter le TAP au réseau gazier italien et européen.

Le dernier tronçon du Tap *projet de gazoduc*



QUELQUES LIGNES SUR LE TAP

Opposition et méthode de lutte

août 2013

Un bref résumé

Le gazoduc ou méthanoduc TAP (*Trans Adriatic Pipeline*) devrait parcourir environ 900 km, en partant de la Mer Caspienne pour atterrir dans le Salento, sur le rivage de San Foca (province de Lecce), afin de transporter du gaz naturel. Fin juin, le consortium de Shah Deniz en Azerbaïdjan, composé entre autres de British Petroleum, Total et Statoil, a fait son choix en faveur du Tap, le préférant au projet Nabucco qui aurait dû parcourir la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et l'Autriche. Le projet Tap, holding composé de Axpo (suisse), E.On (allemand) et Statoil (norvégien), a été considéré d'intérêt stratégique par le gouvernement italien et l'Union Européenne et approvisionnera le marché européen du gaz.

Quelques questions

L'opposition au Tap, comme à n'importe quelle nuisance ou comme une lutte contre une nouvelle prison, constitue une « lutte partielle » classique ; partielle, pour être clairs, prise non pas dans son acceptation négative, mais dans le sens où elle vise un aspect particulier. Mais avoir un horizon plus vaste dans tout ce que nous faisons et dans les luttes que nous menons, essayer d'identifier le pouvoir et l'autorité, de n'importe quel type et dans toutes leurs configurations, et tenter de nous y opposer, voilà le but que nous nous proposons. La perspective devrait être à la base de notre agir, une pensée qui nous accompagne en permanence en plus d'être une manière d'aborder les luttes. Quand on s'oppose à la guerre, à des nuisances, à une prison, à la répression, à l'exploitation, à l'autorité, à la morale, il faudrait toujours garder à l'esprit tous ces aspects et essayer d'avoir une vision d'ensemble. Un exemple : quand on s'oppose à une centrale nucléaire, on s'oppose à la nuisance qu'elle représente, à la destruction irréversible de l'environnement, mais ce que l'on a à l'esprit c'est aussi l'usage qui sera

fait de cette énergie nucléaire, son utilisation pour continuer à reproduire un système économique et industriel d'exploitation, ou à perpétuer la vie super-technologique et super-contrôlée de villes à la mesure des marchandises plutôt qu'à la mesure de l'humain. Cet exemple, qui peut être valable dans beaucoup d'autres cas, pose un problème. Peut-on s'occuper d'une lutte en sectorisant, en séparant, en différenciant ?

Avec le Tap ont émergé plusieurs questions : de la dévastation environnementale à la guerre, au pillage des ressources, au néocolonialisme capitaliste, etc. ; tous ces discours étant étroitement liés. Mais ce qui n'a pas été fait est peut-être la tentative de relier tous ces aspects du point de vue de la perspective. L'opposition au Tap est une opposition partielle au sein d'une autre plus large, qui est l'opposition à l'Etat et à l'économie : en un mot, à ce que l'on nomme la *domination*, qui est d'ailleurs ce qui régleme nos vies comme celles de milliards d'individus et à cause de quoi nous sommes précarisés, exploités, contrôlés, réprimés, etc. Bien sûr, on n'a pas la prétention que tous ceux avec qui nous sommes en rapport dans une lutte, qu'il s'agisse de compagnons ou de n'importe quelle personne (juste pour qu'on se comprenne), aient cette même approche, mais notre tentative va dans cette direction. Parce que quand on parle ou agit contre l'exploitation, que ce soit celle de la nature ou des humains, on ne le fait pas comme un exercice rhétorique, mais parce que ce que l'on souhaite c'est l'existence de rapports horizontaux entre les individus, et justement la fin de toute exploitation.

Quelques notes sur la méthode

Après ce préambule peut-être évident mais utile pour tenter d'être clairs, on en arrive à la manière d'agir, qui permet d'entrer en relation avec qui que ce soit, tant que cela se fait de manière horizontale et auto-organisée. La logique institutionnelle, celle des partis et de la délégation, font partie du problème, et font donc partie de ce à quoi nous nous opposons. Ici aussi dans le Salento, des comités contre le gazoduc Tap se sont tout de suite montés, avec pour motivation principale que cette construction causerait du tort à la vocation touristique du territoire, et en appliquant immédiatement les schémas habituels standards et institutionnels : délégation aux élus de service, pétitions, participation à des tables rondes avec le Tap (c'est-à-dire avec la multinationale que devra réaliser le gazoduc), manifestations auto-représentatives, dans le sens où elles ont pour seul contenu leur propre sigle, interviews à la télévision et dans divers journaux, contribuant plus à la spectacularisation de l'opposition qu'à l'opposition elle-même ; d'autant plus d'ailleurs que la télévision et les journaux font partie du problème. Mais c'est comme ça, chacun choisit sa route et agit en conséquence. La chose la plus importante est que ce n'est pas notre façon de lutter et que puisque l'opposition au Tap nous intéresse aussi et nous concerne, et pas seulement parce qu'elle se trouve sur le territoire où nous habitons, notre tentative va vers un autre type d'intervention. A notre avis, l'erreur est de penser que lorsque des co-

mités se créent, on peut forcément y trouver des complices pour lutter ensemble ; cela pourrait certes être le cas, mais le penser de manière automatique, comme si c'était une donnée de fait, est une erreur qui fait perdre, notamment, du temps et de l'énergie. La lutte contre le TAV en Val Susa, à laquelle tout le monde se réfère, a probablement contribué à créer cet équivoque, comme si la lutte importante en cours là-bas depuis quelques décennies était reproductible partout ou était l'unique modèle réalisable. Les comités ont souvent une structure et une façon de faire très politique qui se distingue peu de la façon de faire institutionnelle, ce que l'on ne réussit pas à voir quand on est aveuglés par un semblant d'action par le bas.

Poser tout de suite sur la table notre mode d'intervention, sans délégation, sans politique et notre critique de la marchandise et de l'existant ; tenter de trouver des complices ou des interlocuteurs à partir de nous-mêmes : c'est ce que nous entendons mettre en œuvre pour tenter dès maintenant de viser haut et de lutter contre une nuisance, en l'occurrence un gazoduc, pour agir contre cet existant mortifère. Mais ici se pose une autre question : et si on ne trouve personne avec qui mener une lutte, que faire ? La réponse dépend de la discussion, de la volonté et de la rage qu'on y met. Si l'on part de l'idée exprimée par un compagnon, que potentiellement chacun de nous peut changer les choses, alors il n'y a plus que quelques ingrédients à ajouter : la détermination, l'étude, l'imagination qui peuvent parfois être des "armes" bien plus fortes et puissantes que nous ne le pensons. Même à peu, si on est déterminés, on peut mener une lutte, ou au moins tenter de perturber le mécanisme auquel on s'oppose. La logique quantitative amène à penser, au contraire, que si on n'est pas assez nombreux on ne peut rien faire, et ceci constitue un renoncement et une occasion en moins de mettre en avant notre critique de l'existant. Il est clair qu'il peut parfois être important d'être nombreux, parce qu'on peut faire des choses qui ne sont pas faisables seuls, mais nous qui ne recherchons pas le consensus et ne raisonnons pas nécessairement en termes d'organisation, avons plus de liberté dans ce sens-là.

Contre la délégation

A l'intérieur des comités, comme cela arrive toujours, certains sont mus par une véritable intention de s'opposer aux nuisances, mais leurs modes d'action, pétitions ou utilisation des médias, sont antithétiques aux nôtres. D'autant plus que leurs leaders ne perdent jamais l'habitude d'intervenir en toute occasion, se sentant les seuls représentants de la lutte, pour parler au nom des autres ou pour se dissocier d'autres méthodes. Il a suffi d'une inscription "No Tap", tracée par quelqu'un sur le mur d'enceinte d'un golf (qui constitue déjà en soi une nuisance, compte tenu que pour irriguer ses immenses pelouses on prend l'eau aux cultivateurs voisins, faisant baisser effroyablement la nappe phréatique) qui accueillait, à portes closes et protégée par les forces de l'ordre, une rencontre entre des membres du Tap et des élus locaux, pour déclencher délation et dissociation. Nous nous demandons si, quand les bulldozers

arriveront pour commencer les travaux, ces *sympathiques* activistes des comités demanderont des lois spéciales et la déportation contre qui aura volonté et rage pour s'y opposer vraiment. Attendre que les différents adhérents des comités se rendent compte que les pétitions ou la délégation aux élus ne mènent à rien est une illusion, d'autant plus que déléguer signifie reproduire, et non pas entraver ce système représentatif et autoritaire. L'argumentation, la critique et l'action peuvent par contre être immédiatement des instruments d'opposition valides, très simples et à la portée de tous, en tenant compte de cette perspective dont nous parlions au début. Le Tap n'est qu'un aspect de la domination, bien que très grand, mais ce sur quoi il nous intéresse d'intervenir est également le rapport entre les individus : ce qu'il nous intéresse de propager pour l'agir est un mode véritablement horizontal, auto-organisé et à partir du bas. Et si on réussissait à lutter de cette manière, peut-être même en impliquant quelques-unes ou beaucoup d'autres personnes très différentes de nous, en élargissant la critique à l'autorité et en mettant en question au moins une partie de cet existant, alors on aura agi dans une bonne direction, indépendamment du résultat final de la lutte contre une nuisance particulière.

Une étincelle qui peut se propager

Dès que le projet du Tap a été choisi pour la réalisation du gazoduc, les différentes institutions locales et nationales ont exprimé leur position. Quelques associations écologistes comme *Legambiente* se sont même senties en devoir d'exprimer leur avis positif. Le gouvernement italien s'est immédiatement déclaré en faveur de ce projet, le considérant stratégique pour l'économie nationale et commençant à mystifier la réalité en terme de retombées pour le territoire, avec de nouveaux emplois et des factures de gaz plus légères. Les politiciens locaux et régionaux, à commencer par le gouverneur Vendola à la tête de la région et ses adjoints, ont par contre commencé à parler de concertation, de négociation, de confrontation et de dialogue nécessaire avec les populations locales, et de l'implication des citoyens et des comités dans la réalisation de l'ouvrage. Il n'est pas bien difficile de comprendre que leur idée du dialogue signifie pacifier, éviter que la défiance d'une grande partie des habitants du Salento à l'égard du projet, certains par intérêt personnel en tant que professionnels du tourisme, certains sérieusement préoccupés par l'impact sur l'environnement, ne se transforme en hostilité. Les travaux doivent se faire, dit-on, mais il est nécessaire que l'opposition soit maintenue sous contrôle, qu'elle reste dans l'enclos démocratique des pétitions et des méthodes legalistes, en faisant semblant de participer alors qu'on ne fait que subir. Que soit dissimulée l'imposition d'un projet inutile et nuisible qui ne sert qu'à enrichir quelques multinationales, en dialoguant avec les administrations locales, peut-être même en leur proposant un sérieux bonus économique et monétaire, en tentant de convaincre les citoyens de la bonté de ce projet, mais surtout de son caractère inévitable. Le peuple est un enfant, comme dirait quelqu'un, et voici venu le moment de distribuer les bonbons. Si cela ne suffit pas, le caractère

stratégique de cette construction pourra toujours amener à sa militarisation. Mais ce discours cache aussi une peur, un point faible pour ceux qui détiennent le pouvoir. L'opposition à une nuisance peut en effet devenir une étincelle, un commencement, un feu qui se propage et met en discussion beaucoup plus. C'est une occasion pour s'opposer à la première personne et arrêter un monstre pour en arrêter ensuite bien d'autres, et parmi eux également la mentalité de la délégation.

Du travail à l'école, à la maison, au temps libre, aux lieux que nous habitons, des morceaux de vie nous sont dérobés et nous voulons nous les réapproprier en envoyant au diable les défenseurs du progrès et de ce monde.

[Publié dans *Tairsia* (Lecce), feuille aperiodique de critique sociale, n°5, août 2013, pp.1-2]



FOGLIO PERIODICO DI CRITICA SOCIALE
N°5 AGOSTO 2013

Alcune righe sull'opposizione al TAP

Un breve riassunto

Il gasdotto o metanodotto Tap dovrebbe compiere un tragitto di circa 900 km, partendo dal Mar Caspio per approdare nel Salento, sulla riva di San Fosca (Lg), per trasportare gas naturale. A fine giugno il consorzio di Shah Deniz in Azerbaijan composto, tra gli altri, da British Petroleum, Total e Statoil ha fatto la sua scelta a favore del Tap, preferendolo al progetto Nabucco che avrebbe dovuto percorrere Romania, Bulgaria, Ungheria, Austria. Il progetto Tap, holding composta da Aspo (svizzera), E.ON (tedesca), Statoil (norvegese), è stato considerato di interesse strategico dal governo italiano e dall'Unione Europea e andrà a servire il mercato europeo del gas.

Alcune domande

L'opposizione al Tap, o a una qualsiasi novità, così come una lotta contro un carcere, costituisce la classica "lotta parziale", parziale, per essere chiari, non in un'accezione negativa, ma nel senso di definire un aspetto particolare. Avere però un orizzonte allargato, in tutto quello che si fa e nelle lotte che si conducono, provare a individuare potere e autorità, di qualunque tipo, in ogni loro configurazione e tentare di opporsi ad esse è l'auspicio che ci si pone. La prospettiva dovrebbe essere alla base del proprio agire, un pensiero che ci accompagna costantemente, oltreché una modalità di approccio alle lotte. Quando ci si oppone alla guerra, alle novità, a una galera, alla repressione, allo sfruttamento, all'autorità, alla morale, bisognerebbe tenere sempre a mente tutti questi aspetti e provare ad avere una visione di insieme. Un esempio: quando ci si oppone ad una centrale nucleare, ci si oppone alla novità che essa rappresenta, alla distruzione ambientale irreversibile, ma ciò che si tiene a mente è anche l'atto che si farà di quella energia nucleare, il suo utilizzo per continuare a riprodurre un sistema economico-industriale di sfruttamento, o a perpetuare la vita super tecnologica e super

controllata delle città a misura di merce piuttosto che a misura di uomo. Questo esempio, che può essere valido per molte altre fattispecie, pone un problema. Ci si può occupare di una lotta settorializzando, separando, differenziando?

Con lo stesso Tap sono state poste in campo varie questioni: dalla devastazione ambientale, alla guerra, alla depredazione delle risorse, al neocolonialismo capitalistico, ecc.; a ben vedere tutti discorsi strettamente collegati. Ma ciò che non è stato fatto, forse, è il tentativo di collegare questi aspetti da un punto di vista della prospettiva. L'opposizione al Tap è un'opposizione parziale di una più ampia che è quella allo Stato e all'economia in una parola, al cosiddetto *Dominio*, che è poi quello che regola le nostre vite come quelle di miliardi di individui e a causa del quale siamo precarizzati, sfruttati, controllati, repressi, ecc. Ora, non si ha la pretesa che tutti quelli con cui ci si rapporta in una lotta, che siano compagni e gente qualsiasi, giusto per intenderci, abbiano questa impostazione, ma il nostro tentativo va in questa direzione perché quando si parla o si agisce contro lo sfruttamento, nei confronti della natura o delle persone, non lo si fa per un esercizio retorico, ma perché ciò che si auspica è l'esistenza di rapporti orizzontali tra gli individui e la fine, appunto, dello sfruttamento.

Alcune note sul metodo

Fatta tutta questa premessa, forse o via ma utile per provare a fare chiarezza, si giunge alla modalità di azione rispetto alla quale non ci sono preclusioni a rapportarsi con nessuno, purché ciò avvenga orizzontalmente e in maniera auto-organizzata. La logica istituzionale, partitica e di delega fanno parte del problema, per cui sono parte della nostra opposizione. Anche qui nel Salento si sono subito crociati dei comitati contrari al gasdotto Tap, con la motivazione principale che quest'opera danneggerebbe la vocazione turistica del territorio, e da subito hanno messo in campo le

Tairsia n°5, août 2013

A CEUX QUI NE VEULENT PAS DU GAZODUC

août 2013

On connaît désormais tous les détails du gazoduc que le consortium TAP entend réaliser et faire accoster à San Foca : longueur, profondeur, quantité de gaz transporté, diamètre et composition des tubes, parcours... tout est disséqué dans les médias locaux et nationaux, discuté dans les bars et chez les barbiers, tout cela est un sujet de discussion quotidien parmi les opposants mais... comment faire pour le stopper ? Comment entendons-nous *réellement* nous opposer à la construction du gazoduc ? Quelles sont les pratiques que nous pensons *concrètement* mettre en œuvre lorsque commenceront les travaux et même avant ? Ces points sont des questions que personne ne semble se poser, ce sont des points qui ne valent pas la peine d'être réfléchis, ce sont de simples détails négligeables...

C'est justement la journée d'aujourd'hui qui nous a suggéré cette interrogation. Pensons-nous que, demain, une flash-mob de tambourins comme celle-la suffira à convaincre le TAP, ses techniciens et ses ouvriers, d'interrompre les travaux ? Il est difficile de croire que le rythme de la *pizzica* empêchera les fouilles. Ou peut-être sommes-nous convaincus qu'il suffira de cliquer «*J'aime*», assis confortablement à la maison puis de devenir des *amis virtuels* pour être assez nombreux à empêcher l'avancée des travaux ? Ou encore croyons-nous vraiment que nous serons sauvés en nous cramponnant aux politiciens locaux –maires, élus régionaux, parlementaires– pour arrêter un projet que cette même politique a déclaré d'intérêt stratégique pour toute l'Union européenne ? Nous illusionnons-nous autant de penser qu'il soit suffisant de poser sa signature sur un bout de papier à exhiber devant les différents organes compétents pour que tout se résolve, alors que l'expérience a amplement démontré quelle est l'opinion de l'Etat en matière de pétitions ? L'exemple de la centrale à charbon de Cerano, contre laquelle s'était exprimée 98 % de la population suffit à faire tomber toute illusion.

Et alors, dira-t-on, il n'est pas possible de faire quelque chose pour s'y opposer ?

Loin de toute forme de fatalisme, nous pensons fermement le contraire, et nous voulons rencontrer tous ceux qui pensent qu'il est possible de lutter contre le gazoduc, en partant d'un seul point fixe : que nous seuls, en première personne et sans déléguer à d'autres, pouvons nous mettre au travers du consortium TAP et de la réalisation des installations, selon les formes que nous déciderons au fur et à mesure de mettre en œuvre. Manifester, tracter, contre-informer, bloquer ne sont que quelques exemples ; d'autres sont à découvrir et à expérimenter ensemble.

Nous nous adressons donc à tous ceux – individus, pêcheurs, paysans, etc – qui sont sincèrement en colère contre cet énième abus de pouvoir et n'ont plus envie de se taire.

Quelques ennemis du gazoduc

[Tract distribué le 11 août 2013 à San Foca lors d'une initiative du Comité No Tap]

DE L'AUTRE CÔTÉ

Contre le gazoduc TAP et ses défenseurs

janvier 2014

Ce texte constitue l'introduction d'un dossier sur le gazoduc TAP, écrit et diffusé en Italie en 2014. Depuis lors, plusieurs choses ont changé, l'exécution du projet a commencé et les travaux sont devenus plus concrets. Toutefois, cette première réflexion reste selon nous un point de départ toujours valable, vers d'autres textes et approfondissements à propos de cette nuisance et de cette lutte partielle, en nous suggérant également un chemin pour l'action.

mars 2017,
Bibliothèque anarchiste occupée Disordine
disordine@riseup.net

Introduction

Voici un dossier qui souhaite pousser à la lutte.

Il s'agit d'un point de départ que les quelques lecteurs qui le liront devront toujours avoir en tête. La rédaction de cette brochure vise exclusivement à stimuler une opposition et une lutte ayant pour but de contrer l'énième nuisance qu'ils ont l'intention de faire passer sous nos pieds.

Un autre aspect qu'il est important de clarifier est que nous n'avons aucune prétention à l'*objectivité* ; nous n'aspirons donc pas à être *impartiaux* et à donner des indications et des informations objectives. Au contraire, il s'agit d'une brochure absolument partisane, voulue et réalisée par quelques individus qui, face à l'imposition d'un projet de gazoduc sur le territoire où nous vivons, se sont rangés *de l'autre côté* par rapport à tous ceux qui veulent réaliser ce projet : qu'il s'agisse du joint-venture des entreprises multinationales regroupées sous le nom de TAP (Trans Adriatic Pipeline) comme des partis qui défendent la nécessité d'un tel projet ; qu'il s'agisse de personnes physiques qui tentent de faire passer la pilule – universitaires, journalistes, experts et entrepreneurs de service – ou encore des “intérêts supérieurs” abstraits de chaque personne, au nom des besoins énergétiques de toute l'Union européenne. Et si nous revendiquons notre absolue *partialité* avec orgueil, il vaut le coup de clarifier tout de suite que ceux qui agissent de manière opposée à la nôtre, en affichant l'aspect objectif, impartial et démocratique de leurs choix, essayent de masquer *leurs propres intérêts*, qui sont ceux d'un capitalisme transnational et d'une économie globalisée qui ne peuvent coïncider avec ceux des gens communs, mais ont pour objectif le profit de quelques-uns au détriment de tous. Au nom de l'accaparement et du contrôle de nouvelles sources d'énergie à travers le monde, ces intérêts laissent derrière eux une

longue traînée de sang, d'exploitation, de soumission et de contrôle. A bien y regarder –c'est même un fait indéniable–, c'est au nom de ces mêmes intérêts que sont lancées la majorité des guerres actuelles, qu'elles soient manifestes –à coup d'interventions militaires sous couvert de "missions humanitaires" ou d' "opérations de police internationale"– ou pas, pour préserver ou gagner des zones d'influence géographiques et politiques.

Les Pouilles : servitude de passage et terre d'accumulation de sources d'énergie

En discutant du projet de gazoduc TAP et des modalités à mettre en œuvre pour tenter d'en empêcher la réalisation, nous nous sommes interrogés –notamment– sur les raisons pour lesquelles la région des Pouilles est utilisée comme une servitude de passage et d'accumulation de sources d'énergie. Une question que quiconque regarde autour de soi devrait se poser, si seulement il prêtait attention aux énormes étendues de panneaux solaires qui ont supplanté les cultures agricoles et aux pylônes des éoliennes qui ont à la fois transformé l'horizon et notre manière de voir, modifiant ainsi la rapport *social* entre nos sens et la manière de percevoir l'environnement.

La position géographique de la région a sans doute contribué à créer ces conditions, comme c'est arrivé ailleurs. Toutes les régions du Sud de l'Italie ont par exemple été colonisées par le photovoltaïque, notamment parce que les journées d'ensoleillement et la quantité de soleil sont plus importantes que dans d'autres zones. Mais ce n'est pas la seule raison. Les Pouilles, tout comme la Sicile, sont des régions qui occupent des positions de choix sur l'échiquier européen, en étant les zones les plus périphériques qui ouvrent vers de nouveaux marchés –pas que énergétiques– et vers d'autres zones du monde pas encore "pacifiées" selon les paramètres occidentaux. S'approprier et exploiter leurs sources d'énergie est une manière d'imposer son hégémonie. Ce n'est pas un hasard si c'est en Sicile qu'arrivent les gazoduc reliés aux gisements d'Afrique du nord, et si c'est dans les Pouilles qu'est prévu le port d'un TAP en provenance de la Mer Caspienne et d'une ex-république soviétique. Et ce n'est pas fini, parce que le TAP n'est qu'un des gazoduc qui pourraient accoster dans les Pouilles, un autre étant prévu à Otranto (IGI Poséidon, toujours en provenance de la Mer Caspienne) et un autre encore en provenance d'Israël, nommé East Med. En tout cas pour l'instant.

Une autre bonne raison pour miser sur les Pouilles est sans doute le chantage économique qui, dans un Mezzogiorno à l'économie en berne, constitue une incitation financière bienvenue pour pas mal de gens. Par exemple, le fait de louer ses terres pour vingt ans en les rendant stériles et en ne recevant qu'une partie infime de l'argent gagné par ceux qui les géreront, est un scrupule qui ne perturbe pas le sommeil de beaucoup de monde. Et comme en plus ce sont généralement des immigrés esclavagisés et souvent pas payés qui installent les panneaux solaires, comme on a pu le constater douloureusement ces dernières années, et que les autres postes de travail

sont presque exclusivement liés au contrôle et à la surveillance des installations (et parfois à leur vol, mais ceci n'est pas pris en compte dans la case "postes de travail" des statistiques...), les employeurs ont sournoisement compris que c'était un bouton sur lequel appuyer. Marcegaglia par exemple, l'ancien président du syndicat des patrons, la *Cofindustria*, a ainsi installé à Taranto son entreprise de production de panneaux solaires, tout comme la multinationale danoise Vestas l'a fait pour les éoliennes. Aujourd'hui, à quelques années de distance, avec la fermeture de ces sites, le masque du chantage à l'emploi est définitivement tombé. Le TAP, paradoxalement, joue la même carte pour tenter de se faire accepter, parlant d'une quantité floue de postes de travail offerts à des entreprises ou du personnel local, que ce soit dans la phase de construction du gazoduc ou à propos de la future centrale à dépressurisation du gaz. En plus du côté fumeux et intéressé des données fournies par le TAP à propos du nombre de ces hypothétiques emplois, il n'est pas dit que pour réaliser et gérer un tel projet, c'est en réalité de personnel hautement qualifié et spécialisé dont il s'agit, certainement pas de chômeurs de base ; cela concerne en réalité non seulement des profils peu touchés par la crise économique et le chômage, mais surtout des individus qui de par leurs études, leur spécialisation et leur rôle social, imposent une *technicisation de la vie* qui nous rend toujours plus dépendants des quelques-uns qui détiennent ces connaissances, et de l'idée de *développement* et de *progrès* dont ils sont porteurs.

Un autre hameçon lancé pour embobiner les pigeons est celui de l'économie réalisée sur la facture de gaz, mais en plus d'être un mensonge éhonté parce que le méthane transporté sera destiné au marché européen, même si c'était le cas, serions-nous vraiment prêts à fermer les yeux contre quelques miettes tombées du banquet des riches ? Céder nos vies et des territoires, et finalement soi-même, à ceux qui pensent que tout peut être acheté, n'est que la plus abjecte des formes de prostitution.

En plus du chantage à l'emploi, il est possible que les différents spécialistes qui osent cultiver le tissu social aient identifié dans la population des Pouilles, et celle du Salento en particulier, une bonne dose de résignation et de fatalisme, effectivement – et malheureusement – présente en son sein. Depuis trop longtemps habitués à une gestion clientéliste de la vie, raison pour laquelle on s'adresse au fameux "Saint au paradis" pour obtenir quoi que ce soit, et à des décennies de pacification sociale qui ont endormi les esprits et sclérosé les cœurs, on devient incapables de penser que c'est en luttant et pas en mendiant qu'il est possible d'obtenir ce que l'on veut. Ne pas réussir à percevoir comme un *ennemi* ceux qui veulent imposer leurs choix au-dessus de nos têtes ou penser qu'il est trop gros pour pouvoir le combattre, est une mentalité qui mène inévitablement à la résignation et à la délégation, en croyant que les autres – et pas soi – peuvent défendre nos vies mieux que nous-mêmes.

Le malheur d'avoir pour Gouverneur quelqu'un considéré comme une personne sensible qui met en avant jusque dans le nom de son parti le mot "écologique", a aussi

conduit à une accumulation de nuisances énergétiques dans les Pouilles. Le fait que certaines sources d'énergie –dont justement l'éolien et le solaire– soient considérées comme “renouvelables”, a permis leur prolifération bien au-delà de ce que pouvaient être les besoins privés de chacun, transformant la région en une usine de production et d'accumulation d'énergie, et par conséquent en une réserve à exploiter au service de n'importe quelle industrie. Il en sera de même avec le méthane que le TAP entend faire accoster à San Foca, lorsqu'on pense que ce type de gaz est lui aussi considéré comme une “énergie propre”. Il nous faut en effet tout de suite éliminer un malentendu alimenté avec soin par les défenseurs du gazoduc, parce que le gaz transporté ne servira certainement pas à allumer les quelques ampoules à basse consommation qu'on a chez soi, et ne pourra pas non plus remplacer d'autres sources d'énergie considérées comme plus nocives – comme le charbon utilisé par la centrale de Cerano. Il viendra simplement *se rajouter et compléter* tout ce qui est déjà là ; en pratique, il servira uniquement aux usines pour accroître leur production de marchandises inutiles qui nous rendent toujours plus dépendants de “biens” dont, jusqu'à présent, nous n'avions pas besoin, créant de nouvelles formes de nuisances en une spirale sans retour ni sortie de secours. Il suffit de penser à la MAT, une ligne à haute tension en cours de construction en Espagne et dont le but est de transporter *l'énergie produite en trop* à travers l'Europe, contre laquelle s'est développée une forte opposition parce que porteuse de nouvelles nuisances et maladies.

A la lumière de tout cela, on comprend comment les Pouilles, et le Salento en son sein, est soumise à une véritable opération de *colonisation énergétique*, parce que si les mots ont encore du sens, le colonialisme n'est rien d'autre qu'une politique de domination imposée par une puissance au détriment d'un territoire et d'une population.

Pourquoi nous sommes contre le gazoduc TAP

Le gazoduc qu'ils veulent réaliser est une nuisance. Nous le considérons comme tel, même en faisant abstraction de toutes les caractéristiques particulières qu'on peut analyser, comme par exemple la pollution qu'il causera. Dans le sens que, même si ses défenseurs pouvaient un jour démontrer –et ils ne le peuvent pas– que ce projet est absolument non polluant, il resterait toujours une nuisance *en vertu de l'idée qui le soutient*, au sens où c'est déjà en soi une pensée nuisible que de trouver justifié de construire une infrastructure colossale traversant des territoires en tout genre sur 900 kilomètres, pour transporter du gaz et produire de l'énergie sans aucune nécessité, sinon celle économique de quelques profiteurs.

Bien qu'ils tentent d'affirmer le contraire, le gazoduc est évidemment un projet polluant, depuis son point de départ en Mer Caspienne jusqu'à son hypothétique arrivée dans le Salento. Il ne peut en être autrement, malgré les données techniques four-

nies par la multinationale qui entend le réaliser. Perforer le sol en profondeur, faire passer les tubes sous la mer et par la terre sur des centaines de kilomètres implique inévitablement une pollution, y compris celle des engins qui travailleront pendant des années pour réaliser le projet, sans compter celle causée par les déperditions de gaz –en mer, dans le sous-sol et dans l’air– qui, bien que de façon minime, est admise par la compagnie TAP elle-même. Sans même parler qu’une fois débarqué dans le Salento, il arrivera dans une centrale à dépressurisation qui va occuper une zone de 12 hectares et relâchera de toute façon des émissions polluantes, si bien qu’il est prévu un périmètre de sécurité autour d’elle. A bien y regarder, l’appropriation de larges tranches de territoire par une multinationale n’est-elle pas à considérer elle aussi comme une forme de pollution, environnementale et sociale ?

De fait, lorsqu’on se trouve face à des intérêts en milliards, rien de tout cela n’est pris en considération, le projet doit être imposé sur la tête d’une population qui, selon les études de ses promoteurs, doit être –textuellement– considérée comme une “variable non significative”. Cette imposition et le fait d’être considérés comme des *variables*, et qui plus est *non significatives*, devrait en soi être suffisant pour nous pousser à nous opposer à ceux qui, à travers ces affirmations, révèlent ce qu’ils sont réellement : des colonisateurs prêts à tout pour mettre en œuvre leurs intérêts. Montrer que nous sommes des individus vivants, pensants et *significatifs*, avec une dignité à défendre, en leur montrant toute notre plus viscérale hostilité, serait vraiment le minimum pour ne pas se sentir avilis et défaits dans nos propres vies et incapables de faire face aux puissants et aux abuseurs de service.

Au cas où nous déciderions de le faire, il y a cependant un aspect que nous ne pouvons ignorer. Depuis toujours, les puissants sont défendus par celui qui protège leur personne et leurs intérêts : l’Etat et son bras armé, c’est-à-dire l’armée et la police. Un des aspects à prendre en compte lorsque de grands travaux sont construits est en effet l’accroissement de la répression et de la militarisation des territoires concernés. Il s’agit ainsi d’un *morceau du monde en guerre* qui vient débouler dans le jardin de notre maison. Ceci n’est pas un exercice rhétorique de langage, mais une donnée de fait *bien réelle*. Lorsqu’on regarde ce qui se passe sur un territoire où est en cours un autre grand projet en Italie –soit en Val Susa– on peut voir comment les militaires et les moyens déployés dans le contrôle du territoire sont *les mêmes* que ceux de retour d’Afghanistan. En somme, les maîtres de fer nous font la guerre au quotidien : ceci est à prendre en compte dans l’évaluation des ripostes que nous voulons apporter.

A ce propos, il existe un aspect que nous ne réussissons pas à comprendre, tellement il nous semble surréaliste et grotesque : si l’Etat fait partie, comme on l’a vu, de ceux qui imposent ces projets pour protéger les colonisateurs de service, comment peut-on penser qu’en s’adressant à des parties de ce même Etat, celles-ci puissent être *de notre côté* et aller contre ce dernier, c’est-à-dire contre elles-mêmes ? Une réponse difficile à trouver...

Ceux qui souhaitent réellement entrer en jeu contre le gazoduc doivent donc avoir à l'esprit que s'opposer à ce projet signifiera aussi forcément s'opposer à l'Etat et à l'ensemble du système économique et social. On peut en effet affirmer que la réalisation de ce projet est absolument représentative du système dans lequel on vit ou, pour mieux dire, qui nous gouverne. Au même titre que pour l'énergie qu'il devrait produire, l'ensemble du système économique est basé sur un mécanisme dont nous n'avons pas besoin, mais auquel on ne peut pas se soustraire, c'est-à-dire sur une production croissante de marchandises et de biens –matériels et immatériels– fondamentalement inutiles mais qui ont été rendus nécessaires par l'introduction contrainte de besoins fictifs. Tout cela a contribué à créer une société toujours plus énergivore, dont la quantité d'énergie demandée pour la faire avancer, toujours plus vite vers le gouffre, est destinée à *ne jamais diminuer*, et dans laquelle cette énergie gaspillée en une inutile tentative d'en produire plus s'accompagne de la création de nouvelles sources de mort et de nuisances. Il suffit de penser à ce qui arrive avec n'importe quelle centrale nucléaire ou –pour rester près d'ici– à l'aciérie Ilva, qui dépense d'énormes quantités d'eau et d'énergie pour produire des cancers et des tubes en acier, peut-être même ceux qui seront utilisés dans la construction du TAP..

Il semble donc clair que l'opposition au gazoduc qu'ils veulent faire accoster à San Foca doit être liée à une conception plus générale de la lutte, et pas pour défendre son bout de jardin au détriment de celui du voisin, déjà contaminé ; on pense à l'hypothèse, évoquée à plusieurs reprises, de déplacer le terminal à Brindisi. La logique qui nous lie ne doit pas être celle localiste du genre "*maîtres chez nous*", mais au contraire celle solidaire du NON au gazoduc *ni ici ni ailleurs*, parce qu'une nuisance installée loin de chez soi reste toujours une nuisance qui dégrade quelqu'un d'autre, un autre avec lequel on peut nécessairement s'identifier et se reconnaître, un autre victime des mêmes logiques de profit qui nous dégraderaient nous et le Salento.

Course au gaz et accaparement des sources d'énergie. Sur quelques raisons possibles

A part produire des marchandises, quel est l'objectif de l'accaparement et de l'accumulation de gaz et de sources d'énergie ? A la lumière de la course folle qu'ils ont entreprise, cela nous semble une question d'importance.

La raison la plus banale qui vient à l'esprit est de garantir un standard de vie et de confort auxquels bien peu de ceux qui vivent dans le monde occidental sont prêts à renoncer, contre les légitimes aspirations de ceux qui vivent dans les dits pays en voie de développement. Le méthane, par exemple, sert également à alimenter le chauffage et la mobilité, et sa demande augmente de manière proportionnelle à la diminution des réserves de pétrole et à l'augmentation du prix de ce dernier. Le marché automobile lié au méthane est en augmentation constante, tout comme les bénéfices qui vont avec.

Mais en plus du confort ou du profit économique que certains secteurs particuliers de l'industrie peuvent en retirer, un autre aspect encore plus important nous semble en jeu, celui lié à des intérêts de type politique. Dans les scénarios des prochaines années, avec l'épuisement accéléré des sources d'énergie, notamment fossiles, ceux qui en disposeront le plus pourront ainsi mettre en échec et en condition de chantage d'autres zones du monde et d'autres populations, avec tout ce qui en dérive en termes de Pouvoir. Un Pouvoir auquel, en acceptant que le gazoduc arrive dans le Salento, nous seront toujours plus soumis, contrairement à ce qu'on a coutume de penser. Si la fausse hypothèse d'une diminution des factures de gaz conduit en effet beaucoup de monde à voir une opportunité dans le TAP, qu'arrivera-t-il lorsque nous serons tous dépendants du gaz et que ceux qui le gèrent pourront pratiquer les prix qu'ils veulent, vu que nous ne serons plus en mesure de penser et de nous garantir des alternatives, par exemple pour cuisiner et nous chauffer ? Ou encore, qu'arrivera-t-il si ceux qui ont la main sur les robinets de gaz, décidaient à un certain moment de les fermer pour une raison quelconque, comme le vendre plus cher à d'autres acquéreurs plus riches ou pour nous contraindre à renoncer à une protestation ou une révolte ?

Des hypothèses qui peuvent sembler de la science-fiction, mais auxquelles on ferait peut-être bien de réfléchir. Parce que, ça s'est souvent vu, la science-fiction est parfois en deçà de la réalité.

Circolo Anarchico
Via Massaglia 62/b
73100 Lecce

[Introduction au dossier *Dall'altra parte* (Italie), 52 p. A5, janvier 2014, pp. 3-10]



EN RIANT SOUS CAPE

avril 2015

Il est probable qu'un écrivain célèbre n'en revendique pas la justesse, mais ce n'est certainement pas cela qui en diminuera le potentiel. Un sabotage s'est produit contre les foreuses qui sont en train d'effectuer les carottages préliminaires pour le compte du TAP (*Trans Adriatic Pipeline*), le consortium chargé de construire le gazoduc homonyme pour transporter le méthane d'Azerbaïdjan jusqu'en Italie. On a appris qu'il s'agit de vitres brisées, de tableaux de commande endommagés et de tuyaux coupés, ce qui signifie un arrêt des travaux pendant plusieurs jours, parce que les engins concernés devront être emportés pour réparation et remplacés par d'autres. Ceci s'est justement produit au moment où le TAP publiait au Journal Officiel Européen son appel d'offre pour différents travaux qui devraient débiter en 2016. Un bon avertissement pour les futurs sous-traitants.

Bien que la procédure d'autorisation ne soit officiellement pas terminée, et que le point d'accostage du gazoduc ne soit pas encore officiel, tout le monde sait en réalité que le lieu pré-sélectionné restera à San Foca, dans la province de Lecce. Les différentes composantes de la contestation institutionnelle –des maires aux comités– semblent résignées à cette décision, et se plaignent seulement d'avoir été trompés par la politique –locale et surtout régionale– et de n'avoir pas été protégés par la justice –magistrature, tribunal administratif et forces de l'ordre.

A présent que les masques de la médiation politique sont définitivement tombés, à présent que la farce de la défense des intérêts des citoyens par des organismes indépendants s'est révélé être ce qu'elle a toujours été, à présent que le mécanisme de la délégation a misérablement fait naufrage, apparaît de manière toujours plus claire et nette quelle est la seule façon de s'opposer réellement à ce qu'ils veulent imposer au-dessus de nos têtes : l'opposition directe, à la première personne, à travers l'attaque. Quelques voix se sont d'ailleurs levées en ce sens depuis longtemps...

La vieille idée de manifester *concrètement* sa propre hostilité contre les colonisateurs et les spéculateurs de service et leurs défenseurs a finalement été saisie par quelques noctambules anonymes, qui ont pris en main leur bonne volonté et leur courage, puis ont lancé leur cœur –et leurs bras– contre l'obstacle. Il est probable que tous n'aient pas partagé ce geste, castrés par une morale religieuse et par une peur sacrée de la loi, mais il est également certain que beaucoup ont approuvé en riant sous cape, afin de ne pas trop se faire remarquer.

LES ABSENTS

juillet 2016

Comme nous sommes des personnes qui s'intéressent aux luttes, il nous arrive de suivre aussi ceux qui les portent... Dans ces pérégrinations tortueuses, il nous est parfois arrivé de suivre ceux qui s'opposent au TAP, le grand chantier qui devrait amener des millions de mètres cube de gaz d'Azerbaïdjan jusque dans le Salento. Certes, nous ne les avons pas suivis dans les salles des tribunaux administratifs, où ils mènent sans répit leur bataille bureaucratique à coups de recours et de papiers tamponnés, et nous ne les avons pas non plus suivis dans les palais du pouvoir qu'ils ont l'habitude de fréquenter –mairies, province, région, Parlement– et où, en compagnie d'hommes de Pouvoir combattifs, ils tentent de bloquer un chantier du Pouvoir voulu par d'autres hommes de Pouvoir. Non, nous les avons suivis là où de manière plus forte, dure et déterminée que jamais, ils mènent leur opposition inlassable au gazoduc, c'est-à-dire dans la véritable agora de la contestation 2.0 : le profil Facebook du Comité No Tap !!

C'est sur ce profil que nous avons trouvé une information qui a suscité toute notre curiosité. En date du 4 juillet est apparu un post avertissant que dans une zone du chantier du TAP, où sont en cours des « *fouilles archéologiques préventives* », « *des inconnus ont fait tomber le grillage* » en en découpant « *les fils barbelés* ». Le post continue en affirmant que « *ce n'est pas la société TAP qui a révélé cet incident, mais le Comité No Tap, qui a immédiatement pris ses distances du geste.* »

Etrange pratique de la part de ceux qui prétendent empêcher la réalisation de ce chantier –avons-nous pensé– que celle de prendre ses distances d'un geste qui vise évidemment à empêcher le bon déroulement de ce chantier, en venant même à affirmer que « *ce n'est pas le moment de faire des dégâts et pas non plus celui de la violence* ». Bon, c'est peut-être le cas : au fond, ce sont eux qui portent cette lutte, ils sauront donc bien lorsque sera venu (si il arrive) « *le moment des dégâts et de la violence* ». Ils le communiqueront certainement sur leur profil Facebook, en nous mettant tous au courant. Il suffit d'attendre. Bien sûr, faire savoir qu'il est arrivé quelque chose pour s'en distancier, signifie fournir de précieuses indications aux enquêteurs.

Ce qui nous a le plus étonné, n'a pourtant pas été la prise de distance avec le geste, et pas non plus l'habituelle diétrologie qui se manifeste toujours lorsqu'il se produit quelque chose pour de vrai, vu qu'ils ont également précisé que « *comme pour l'histoire de la foreuse de la zone "Capitano" il y a un an, cela nous fait penser que ce sont eux-mêmes qui se créent des dégâts* » (une référence à la foreuse du TAP, utilisée pour effectuer des carottages, et sabotée en coupant des tuyaux).

Non, ce qui nous a le plus frappé a été comment le Comité No Tap a-t-il fait pour être au courant de l'info, vu que l'entreprise TAP elle-même ne l'a pas diffusée, et qu'il ne nous semble pas qu'elle soit sortie dans les journaux. Par pitié, nous ne sommes pas en train de penser que ce soit le Comité lui-même qui ait réalisé cet « *acte de vandalisme* », ce serait lui accorder une confiance qu'il ne mérite pas. Mais alors ? Certes, il se peut que la zone du chantier soit visible de très loin : au fond, les activistes No Tap sont des types au regard perçant, ne se sont-ils pas eux-mêmes définis comme des "sentinelles" ? Mais il est vrai aussi que le post parle d'une « *zone surveillée nuit et jour par une entreprise de sécurité privée sur place* », si bien que « *les auteurs du geste auraient évité les rondes puis agi sans encombre pendant une dizaine de minutes* ». Devons-nous penser que ce sont justement les vigiles qui ont mis au courant les activistes No TAP de ce qui s'est passé, en faisant l'hypothèse qu'il existe un rapport de confiance entre les opposants aux travaux et ses défenseurs privés ? Ou même que ce soit la police qui les ai prévenus, faisant l'hypothèse d'un rapport amical entre les opposants aux travaux et ses défenseurs d'Etat, par ailleurs toujours en quête d'informations utiles ? Espérons que ça n'ait pas été le cas, parce que si ça l'était, qui sait ce que pourraient bien en penser tous ceux qui ont confié leur opposition aux mains expertes du Comité No Tap, à ses bulletins d'adhésion, ses amis du Pouvoir et son compte Facebook...

Au milieu de tout ce brouillard, au milieu des voies labyrinthiques du confusionnisme possibiliste, il reste au moins une bonne raison d'être optimistes pour ceux qui comme nous s'intéressent aux luttes. En effet, quelqu'un, une nuit, n'a pas écouté l'appel clamé depuis des mois par le Comité No Tap : non seulement celui disant « *ce n'est pas le moment de faire des dégâts et pas non plus celui de la violence* », et pas plus celui disant de ne pas se rendre sur le chantier, là où se déroulent pourtant les travaux, afin d'éviter des tensions et des provocations, comme ils l'ont dit à plusieurs reprises.

Du reste, les appels c'est à l'école qu'on les fait, et ce sont uniquement les présents qui répondent. Les autres, les absents, ne le font pas. Les absents ont d'autres manières pour manifester une présence.

[Publié sur *Finimondo*, 6 juillet 2016]

LE 'BEAU PAYS'...

février 2017

Quel pays, l'Italie. Il n'y a pas un des grands travaux qui puisse se faire sans que se lève quelque voix contre ; il ne se passe pas un jour sans qu'on apprenne l'existence de quelque mouvement contre tel ou tel projet. Il n'y a pas un chantier qui puisse démarrer sans que quelqu'un proteste, ou de travaux qui puissent partir sans que personne ne se mette en travers pour les gêner. Chacun a une raison pour se plaindre : le ravage écologique, la défiguration du paysage, l'appauvrissement des ressources, l'empoisonnement de la terre, de l'air, de la mer... Et puis, comme si ça n'était pas encore assez, ils sont tous là à se lamenter –même eux, les responsables de la protestation–, à se lamenter disions-nous, que la croissance et le PIB du pays soient en berne, que la Bourse s'effondre, que l'Union Européenne nous sanctionne, que le taux des emprunts augmente en même temps que les impôts, tandis que le travail diminue...

Prenez le Salento, par exemple. Un lieu du Sud, rétrograde comme tout le Sud, où l'Etat, en accord avec des gentlemen, a finalement décidé d'apporter travail, innovation, développement : en deux mots, la civilisation ! Et sans même trop de conséquences fâcheuses pour ses habitants, mais à travers un petit et insignifiant tube d'acier dans lequel passera du gaz, qui plus est naturel, et dont le destinataire final serait non seulement la nation italique, mais une partie de l'Union européenne. Et eux, qu'est-ce qu'ils font ? Plutôt que de se réjouir de l'opportunité qui leur est réservée, non seulement ils se plaignent et tentent de bloquer la mise en place de ce tube, mais en plus ils ont commencé à chercher querelle à ceux qui devraient s'en occuper. Et alors, devons-nous dire pour autant qu'ils ont raison ? Ne s'agit-il pas au fond, comme le disait l'ex-sénateur PDL Giovanardi, de « cinq personnes » qui entendent « revenir à la civilisation agro-silvo-pastorale dans laquelle on vivait il y a 32-33 ans » ?

Pensez que l'autre jour, quelqu'un a eu l'affront de lancer deux bouteilles incendiaires contre une structure servant de siège au TAP – *Trans Adriatic Pipeline*, c'est ainsi que se nomme le consortium de gentlemen. Heureusement, une seule a explosé, et les dégâts ont été négligeables : un mur un peu noirci. Mais le problème est ailleurs : quel message un tel geste envoie-t-il à toutes les entreprises concernées qui portent progrès et civilisation ? Le Salento est connu pour être une terre d'accueil, à tel point qu'il y a quelques années quelqu'un parlait d'attribuer le prix Nobel de la Paix à un prêtre qui accueillait les immigrés, lui aussi ayant d'ailleurs été fortement contesté. Cela est-il l'ineffable destin de tous les bienfaiteurs ?

Nul ne sait qui a accompli ce geste vil, et toutes les pistes restent ouvertes. Ils ont parlé d'un acte de vandalisme ou de la criminalité organisée, ou peut-être que ça a justement été celui d'un de ces arboriculteurs rétrogrades que Giovanardi avait si bien identifiés. Vandales, criminels, arboriculteurs... que des gens loin de comprendre et de savoir être correctement au monde, tous des gens condamnés par les personnes comme il faut.

Par la majorité, mais pas par tous. Oui, parce que nous, par exemple, on n'a pas réussi à déplorer ce geste. On a essayé, on a même fait des efforts.

Mais vraiment, on n'y est pas arrivés...

[Publié sur *Finimondo*, 15 février 2017]



Banderole *No Tap ni ici ni ailleurs* dans l'université de Lecce, mars 2017.

Projection-débat du documentaire *Nature morte* à la bibliothèque anarchiste *Disordine* (Lecce), 19 mars 2017.

DOMENICA 19 MARZO ORE 19

PROIEZIONE DI "NATURA MORTA"

Il biciccio invisibile a norma di legge.
Un documentario di Tg Maddalena

Un reportage sulle drammatiche conseguenze della diffusione di illegittimo ed altri veicoli ad alta velocità. Il ruolo dell'EPSA, autorità europea per la sicurezza aerea, con sede a Paris. Il crisma dell'Argentina. Il caso degli ulivi pugliesi (Avvelta sustenuca)

è l'inquietante scenario mondiale verso la perdita dell'autonomia alimentare e la dipendenza dalle multinazionali.

A SEGUIRE CHIACCHIERATA E APERITIVO

BIBLIOTECA ANARCHICA OCCUPATA DISORDINE VIA DELLE GIRAVOLTE 19/A LECCE
aperta martedì e giovedì 19/30, 22, sabato 16/ 18, disordine@riseup.net

Da un qualche blocco o il disastroso degli dotti in bella città capanna Tap o il gascotto dei di Covacchio per quanto del biciccio quando è in custodia di qualcuno esattamente il Covacchio è così con il fatto che prima del nostro fatto di questo di cui città il meglio trascritti. Da per un tempo dopo il lavoro di esclusivo del che sarà il sistema di pianche prima il più rapido che la funzione di trasporto di modo di trasporto in maniera e il grado di possibilità di consumo di gasolio. In più il costo di trasporto è stato per per quanto della presenza delle di acciaio o di ferro e alla velocità di un chilometro al secondo il grado di consumo di gasolio. Invece il grado di consumo di gasolio è molto inferiore di quanto si pensa perché le istituzioni e i consumi nel piano della sicurezza di questo della stessa parte. Invece per il parte di opere di apertura che si di poco della politica da ogni tipo, tenti di mettere il bastoni tra le ruote di una condizione. Luoghi e persone, numeri di contestazione. Il gascotto Tap è ormai presente nel Salento e le varie città leucane lavorano attentamente alla sua realizzazione. Di cose da fare nessuna. Di cose da dire, neppure.

A NOTRE TOUR, MAINTENANT

mars 2017

Le temps de la médiation est terminé.

Le début des travaux du TAP, avec le déracinement des quatre premiers arbres de la zone du chantier où devra être réalisé le puits de la station de compression, a déchiré le voile –au cas où ce serait encore nécessaire– des dernières illusions de ceux qui pensaient que la voie bureaucratique, institutionnelle et judiciaire pouvait réellement bloquer les travaux. Que ce genre d'opposition ne puisse arrêter un chantier gigantesque qui implique plusieurs Etats et des pouvoirs économiques extrêmement puissants, était évident depuis le début, tout comme il était clair que quelque mairie locale et quelques recours au tribunal ne pourraient pas bloquer un chantier considéré comme d'« *intérêt stratégique national* ».

Maintenant que la Loi est en train de prendre partie pour elle-même, maintenant que les administrations municipales vont devoir se réaligner sur les directives lancées par leurs organes supérieurs et qu'elles ont été rappelées à l'ordre, maintenant que le gouverneur régional, en nouveau Ponce Pilate, s'est bien lavé les mains pour se sentir et apparaître avec la conscience tranquille, nous ne pouvons plus nous faire d'illusions. Il ne servira à rien d'en appeler à la survie de quelques oliviers pour arrêter les pelleteuses protégées par un déploiement de vigiles privés. Il ne servira à rien de dire que les côtes seront défigurées pour apitoyer des chefs d'entreprise au cœur en forme de portefeuille. Cela n'aura plus de sens de mettre en avant le développement du tourisme pour faire réfléchir un mercenaire chargé de la surveillance du TAP. Il ne sera pas opportun de demander aux forces de l'ordre d'intervenir en protection des citoyens : ce sera l'Etat qui leur demandera de tenir à l'œil les citoyens.

Une seule route reste possible : celle de notre intervention directe, en protection du territoire où nous vivons, de notre santé, de nos vies et de notre dignité. Nous mettre en travers à la première personne pour bloquer des travaux inutiles et nuisibles, énième projet de dévastation tombé sur nos têtes au nom des intérêts habituels de quelques-uns. Les véritables travaux ont à peine commencé, et jusqu'à leur réalisation complète, ils seront encore longs. Nous pouvons encore faire beaucoup pour les bloquer et rendre très difficile leur projet construit sur notre oppression.

Serons-nous tous là ?

Ennemis du Tap

[Tract distribué le 21 mars 2017 devant le chantier TAP et à Melendugno]

A QUOI SERT L'ÉNERGIE ?

mars 2017

« *Ils protestent contre l'énergie qui passe devant leur maison, mais ils la veulent bien chez eux !* » s'époumone ces jours-ci un philistin national-populaire face à ce qui est en train de secouer un petit village des Pouilles et de s'amplifier dans le reste de la région. Les affrontements entre forces de l'ordre et opposants se déroulent devant le site qui accueillera le chantier du Tap (*Trans-Adriatic Pipeline*), un gazoduc de 3000 kilomètres qui partira d'Azerbaïdjan jusqu'en Turquie (Tanap: *Trans-Anatolian Natural Gas Pipeline*), avant de passer en Grèce et en Albanie, de traverser la mer adriatique et d'accoster sur le littoral de Lecce. Dans cette lutte où il n'est pas toujours facile de comprendre où finit la raison et où commence le prétexte, le Salento n'est pas tout seul.

Standing Rock, par exemple, est une réserve indienne dans le Dakota du Nord, aux Etats-Unis. Hythe en revanche, est un petit village de moins de mille âmes, perdu au nord de l'Alberta, au Canada. Si on quitte le nouveau continent pour se déplacer en Europe, on tombe en Allemagne sur Niederzier, une commune de 15 000 habitants en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. En France aussi, nous viennent en tête plusieurs endroits, comme la Haute-Durance, dans les Hautes-Alpes, à la frontière avec le Piémont. Ou encore de petits bourgs en Bourgogne, en Haute-Vienne, dans la Loire, ou encore non loin de Paris. Tandis qu'en Finlande on pourrait citer Pyhäjoki ou le golfe de Botnie. Quel est le fil noir qui réunit tous ces points géographiques ? Pas seulement le fait que là aussi soient en construction – ou déjà en activité depuis des années, comme dans le cas allemand – des installations pour exploiter des ressources énergétiques, mais que ces projets voulus et imposés d'en haut rencontrent de fortes résistances d'en bas, avec des formes de lutte qui sortent souvent de l'étroitesse du légalisme pour déboucher sur une révolte ouverte (passant de la tristesse des pétitions à l'ivresse du sabotage). Pourtant, en tant que synonyme de force qui permet à la vie de se manifester, l'énergie ne court quasi pas le risque d'être remise en question. Tous la réclament, parce que personne n'aime la faiblesse, l'immobilisme, la paralysie (qui accompagnent le manque d'énergie). Ceci fait que l'accumulation d'énergie, l'extraction et l'exploitation de ses sources soit universellement perçue comme une évidence, toujours positive et donc bienvenue. On peut critiquer le recours à une source d'énergie particulière, jugée empoisonnante et dangereuse – comme celle atomique – mais pas le besoin en soi d'énergie. Ceci explique pourquoi d'un côté beaucoup d'opposants tendent plus à critiquer l'arrogance décisionnelle et les choix techniques portés par les différents projets énergétiques plutôt que leur objectif, et d'un autre côté que les concepteurs de ces projets affichent une sacrée stupeur chaque fois qu'on ose entraver ce qui à leurs yeux représente plus ou moins la continuation de la vie sur terre.

Aux Etats-Unis et au Canada par exemple, l'objectif des protestations est un oléoduc. De nombreuses tribus, à partir des Sioux, se sont mises sur le pied de guerre contre le *Dakota Access Pipeline* (Dap), le long des 2000 kilomètres qui séparent le Dakota du Nord de l'Illinois, bien qu'il soit quasi terminé. En plus des habituelles pétitions et des appels aux autorités (on en comptait près de 33 000 en septembre dernier), les descendants de Taureau Assis ont monté en avril un campement qui se voulait un centre pour la conservation culturelle et pour la résistance spirituelle contre l'oléoduc, bientôt rejoint par des milliers de manifestants de toutes couleurs. C'est là, au confluent de deux fleuves –dans un endroit considéré comme sacré par de nombreuses tribus– que se sont déroulées plusieurs manifestations au cours desquelles ont éclaté de violents affrontements avec les forces de l'ordre. Il semble que les Sioux s'opposent au passage de l'oléoduc sur leur territoire parce qu'il détruirait des sites historiques et religieux importants pour leur histoire et compromettrait leurs réserves d'eau, sans parler que la tribu n'aurait pas été suffisamment consultée. En face, la *Energy Transfer Crude Oil* insiste sur le fait que cet oléoduc –en plus d'être le système le plus sûr, le plus écologique et le plus économique pour transporter du pétrole– aiderait les Etats-Unis à être moins dépendants de pays instables et créerait des milliers d'emplois.

De l'autre côté de la frontière, au Canada, le 15 janvier dernier, quelqu'un s'est emparé des engins présents sur un chantier pour déterrer et détruire le tronçon d'un autre pipeline en construction, causant près de 700 000 dollars de dégâts (mais sans provoquer de déversement nuisible pour l'environnement). La zone de Hythe est une zone riche en traditions, où ces dernières décennies ont eu lieu des centaines d'actions directes contre les pipelines de pétrole et de gaz. C'est juste à l'extérieur de Hythe que vivait la communauté chrétienne menée par Wiebo Arienas Ludwig (hérald de la lutte contre l'industrie du gaz et du pétrole), mort d'un cancer en 2011 après avoir affronté différentes péripéties judiciaires (soupçonné d'être l'auteur de nombreuses actions, il avait été arrêté au cours de l'achat de dynamite à un agent infiltré). Un mois après ce dernier sabotage ruineux, un fonctionnaire de l'*Association canadienne des pipelines d'énergie* remarquait dépité que « *vous pouvez avoir du personnel de sécurité sur place, mais s'il y a un individu ou plusieurs, là dehors, qui veulent causer un préjudice, ils peuvent entrer et causer leurs méfaits pendant que la sécurité est à l'autre bout.* »

En Westphalie, dans les environs de Niedertzier se trouve la fameuse mine à ciel ouvert de Hambach. De lignite, c'est-à-dire du charbon, pas du pétrole. Active depuis 1978 avec ses 34 kilomètres carrés de surface et sa profondeur de 450 mètres, Hambach est le plus grand trou fait par l'être humain en Europe. Au fil des années dans cette zone, des villages entiers ont été rasés de la surface de la terre, dévorés par l'industrie du charbon –considérée aujourd'hui comme encore plus nécessaire pour éviter de recourir au nucléaire– et son extension actuelle prévoit l'élargissement de la menace à la forêt homonyme, dont le sauvetage mobilise de nombreuses personnes. Les unes construisent de petites cabanes dans les arbres pour y vivre et éviter qu'ils soient abattus, les autres se dédient à d'autres types de perturbations. Parmi elles se trouvent celles qui, le 25 novembre dernier, ont attendu la nuit pour attaquer avec le feu des

structures de la multinationale de l'énergie RWE près de la mine. Début janvier de cette année, ce sont les voies du chemin de fer de la mine qui ont également été livrées aux flammes.

Pendant ce temps en France, ce sont aussi bien les lignes à haute-tension (THT) que les parcs éoliens qui sont soumis à la critique. En Haute-Durance, on a perdu le compte des sabotages accomplis ces dernières années pour protester contre un projet qui, selon les intentions de RTE (*Réseau de Transport d'Électricité*), aurait pour objectif d'accomplir un véritable petit miracle : à travers la construction de deux nouvelles lignes à haute-tension avec des centaines de pylônes, réussir à garantir non seulement le développement d'énergies renouvelables, mais également à préserver la biodiversité du territoire (sic !). La dépendance au nucléaire joue un rôle important dans la diffusion de parc éoliens, prévus dans de nombreux coins de l'Hexagone (comme ceux déjà présents dans les Pouilles et ailleurs en Italie). Mais dans ce cas aussi, les contestations et les actions directes ne manquent pas, laissant les promoteurs de ces soi-disant énergies propres ébahis. Comme les employés de la société Epuron, la multinationale responsable du parc éolien de Saint-Sulpice-les-Feuilles, qui se déchaînent contre « *une opposition de principe pour des gens à cours d'arguments, alors que nous jouons justement la carte de la transparence et de l'information* ». Eux promeuvent une source d'énergie renouvelable, non polluante, ils ne comprennent donc pas pourquoi on enregistre à travers tout le pays des attaques contre les mâts érigés pour mesurer la puissance et la constance du vent : entre le 4 et le 5 avril 2016 s'est écroulé celui de Ferrière, dans la région d'Amognes, installé par VSB sur le terrain du maire du village ; la nuit du 31 octobre au 1er novembre, c'est celui de Châtenay-sur-Seine qui a été abattu, installé l'année précédente par l'entreprise Neoen ; la nuit suivante, entre le 1er et le 2 novembre, ce fut au tour du mont de Doizieux de perdre (pour la seconde fois en quelques mois) le mât de mesure monté par la société Abowind. Selon le maire de ce petit village, il s'agit « *d'un acte de vandalisme commis par un petit noyau de personnes totalement irresponsables qui n'a d'autres raisons d'exister que dans l'intolérance et la violence dont elles font preuve.* » Plus récemment, la nuit du 11 au 12 février, le *Collectif dissident action vent de colère* a fait crouler le mât de mesure éolien de Savigné, au grand dam de la société RES.

Quant à la Finlande, tous ne sont pas disposés à laisser Fennovoima –partenaire de l'entreprise étatique russe Rosatom– construire la centrale nucléaire Hanhikivi dans le golfe de Botnie, un projet qui concerne plusieurs entreprises internationales. En plus des campements de protestation, et après un sabotage contre un engin de chantier à Pyhäjoki en juin 2015, le feu a d'abord détruit en 2016 des véhicules appartenant à l'entreprise de sécurité du site, puis a bloqué la route d'accès au chantier pour exprimer son refus de tout dialogue et de toute négociation.

Il va de soi que chaque opposition à ces différents projets énergétiques en construction à travers le monde a ses propres bonnes raisons pour se battre, de la sauvegarde des traditions à celle de la nature et de sa vie même. Mais il existe également des questions plus générales, qui sont rarement prises en considération, vu qu'elles mettraient en

question la civilisation même dans laquelle nous vivons. Une bonne fois pour toutes : *à quoi sert toute cette énergie dans la société actuelle ?*

Quand les fonctionnaires d'Etat et les gestionnaires des multinationales nous parlent d'énergie et de la nécessité de trouver de nouvelles sources d'énergie –qu'il s'agisse d'atome, de vent, de charbon ou de gaz– à quoi se réfèrent-ils ? Pour quelle raison se prépare-t-on à extraire 7,4 milliards de barils de pétrole de la formation géologique de *Bakken* au Dakota du Nord, ou extraient-ils 30 millions de tonnes de charbon de la mine de Hambach ? Ils se préoccupent que la nourriture ne pourrisse pas dans nos frigos, que les lumières ne s'éteignent pas dans nos maisons, que nos tâches quotidiennes ne rencontrent pas de difficulté, ou alors que la production de marchandises croisse, que la machine de guerre soit alimentée, que l'exploitation et le contrôle ne manquent jamais de carburant ? C'est une de ces banalités nous entourant 24 heures sur 24, et qu'on a tendance à oublier : l'énergie sert à faire aller de l'avant, à faire fonctionner ce monde, qui n'est certainement pas fait à taille humaine.

Mais peut-être que la meilleure manière de s'en rendre compte est de jeter un œil sur l'histoire de l'énergie.

Une histoire qui se perpétue à travers une fable, celle des transitions énergétiques. Ces transitions n'existent pas et n'ont jamais existé. On n'est jamais passé du bois au charbon, puis du charbon au pétrole, puis du pétrole au nucléaire... L'histoire de l'énergie ne connaît pas de transitions, seulement des additions. Ce qui ouvre sur une autre fable, celle des sources d'énergies alternatives à développer pour éviter l'utilisation de sources polluantes. En réalité, notre société tend à accumuler, pas à remplacer ou à substituer. Le fait que certains gouvernements évitent d'utiliser une source d'énergie n'est certainement pas lié à une préoccupation éthique, mais bien à un choix stratégique. L'Allemagne par exemple, tout en étant leader dans le secteur de l'énergie solaire et (pour l'instant) désireuse de ne plus utiliser le nucléaire, reste en même temps le plus grand producteur mondial d'énergie dérivée du charbon, hautement polluante (la mine de Hambach est considérée comme la troisième mine la plus nocive d'Europe). Et au cours de toutes ces années, la consommation de charbon, bien qu'inférieure à celle de pétrole, n'a fait qu'augmenter. On brûle aujourd'hui plus de charbon que par le passé.

Historiquement, les transitions/additions énergétiques n'obéissent pas à une logique interne au progrès (les premières machines à vapeur étaient très coûteuses et inefficaces) et encore moins à une logique de dépassement de la pénurie (les Etats-Unis recoururent au charbon bien qu'ils possédaient d'immenses forêts). Ce qui prend le dessus ce sont toujours les logiques de pouvoir, les choix politiques et militaires. Le cas du pétrole est emblématique. Son rôle primordial est en effet lié à l'hégémonie nord-américaine. Au cours du XXe siècle, le cours du pétrole a toujours été supérieur à celui du charbon, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis. Son ascension serait donc inexplicable d'un simple point de vue économique. Moins cher, le charbon présente toutefois un énorme défaut : il doit être extrait des mines morceau par morceau, chargé sur des wagons, transporté par voie ferroviaire ou fluviale, puis balancé

dans des hauts-fourneaux qui à leur tour doivent être alimentés, surveillés, nettoyés. Cela signifie que le charbon fournit à ceux qui l'extrait –les mineurs– la possibilité d'interrompre le flux énergétique qui alimente l'économie. Leurs revendications ne pouvaient donc pas être ignorées par la classe dirigeante, qui à la fin du XIXe siècle a vu dans les luttes de mineurs le ferment qui a conduit à l'apparition des syndicats et des partis de masse, à l'extension du suffrage universel et à l'adoption de lois sur la sécurité sociale.

La pétrolisation du monde correspond ainsi à la tentative, de la part du gouvernement des Etats-Unis, d'affaiblir le mouvement ouvrier. Le pétrole est extrait à partir de la surface, il est plus facile à contrôler et à transporter, il demande moins de travailleurs et des tâches plus diversifiées (ce qui gêne la constitution de puissantes organisations ouvrières). Un des objectifs du Plan Marshall était justement d'encourager les pays européens –infestés par le virus subversif qui avait produit de nombreuses insurrections dans la première moitié du siècle– à abandonner le charbon en faveur du pétrole, et c'est dans ce but que furent débloqués d'importants fonds destinés à construire des raffineries.

L'énergie consommée par chaque individu dans ses habitations, celle mise en avant dans les sports publicitaires des multinationales de l'énergie, est absolument négligeable par rapport à celle dont l'industrie a besoin, civile comme militaire. Une seule entreprise est capable de consommer chaque année une énergie équivalente à celle utilisée à des fins domestiques par les habitants d'une ville entière. Et sans parler de la guerre, qui dévore de l'énergie à des niveaux inimaginables. A l'époque de la seconde guerre mondiale, chaque soldat américain consommait un gallon de pétrole (3,7 litres) par jour, une consommation qui est montée à 9 gallons (33, 3 litres) lors de la guerre du Vietnam, puis à 10 gallons (37 litres) au cours de Tempête du Désert et à 15 gallons (55, 5 litres) lors de la seconde guerre du Golfe. Les nouvelles machines de guerre brûlent tellement d'énergie que leur consommation n'est plus mesurée en litres par 100 km, mais en litres par heure. Un chasseur F-15 brûle 7000 litres de kérosène à l'heure, un bombardier B-52 en brûle 12 000. En 2006, l'aviation nord-américaine a consommé à elle toute seule 9,62 milliards de litres de kérosène.

Il s'agit d'exemples et de considérations qui nous mènent à quelques questions de fond : *à quoi sert réellement l'énergie et qui tire profit de son extraction ?*

Que le monde soit en train de vaciller au bord de l'abysse est une prise de conscience, ou même seulement une intuition, qui est en train de se répandre toujours plus et qu'aucun anesthésiant médiatico-technologique n'est en mesure d'arrêter. Une fois tout horizon révolutionnaire effacé de l'histoire, face à une humanité soumise –et en proie aux guerres, catastrophes, épidémies, exodes et ainsi de suite– se profile uniquement cette extinction, qui devient probable même pour le plus optimiste des experts. Dans notre société titanique, il n'existe pas de radeau de sauvetage. Pour ceux qui ne veulent pas passer leur temps dans la prière ou dans l'indifférence, comme pour ceux qui n'entendent pas capituler face au fatalisme, il ne reste aucun doute : *tout bloquer* est le minimum qu'on puisse tenter de faire.

Les luttes en acte partout dans le monde contre l'exploitation des ressources énergétiques, non contentes de soulever la question, en donnent aussi la possibilité, même si la multiplicité et le caractère contradictoire de leurs raisons ne doivent pas pour autant nous tromper. Certes, à la différence du passé, il est possible que dans ce 3^e début de millénaire le *désir de subversion* se croise avec l'*espoir de survie* sur un même terrain, celui qui vise à entraver et empêcher la reproduction technique de l'existant. Mais c'est une rencontre destinée à se transformer en affrontement, parce qu'il est évident qu'*une partie du problème ne peut être en même temps une partie de la solution*. Pour se passer de toute cette énergie principalement nécessaire aux politiciens et aux industriels, il faut vouloir se passer de ceux qui la cherchent, l'exploitent, la vendent, l'utilisent. Les nécessités énergétiques d'une civilisation entière –celle de l'argent et du pouvoir– ne peuvent certainement pas être remises en question juste à cause du respect pour des oliviers centenaires, pour des rites ancestraux, ou pour la sauvegarde de forêts et de plages déjà en bonne partie polluées. Seule une conception *autre* de la vie, du monde et des rapports peut le faire. Seul cela peut et doit remettre en question l'énergie –dans son usage et ses faux-besoins, et donc aussi dans ses structures– en remettant en question la société même.

Voilà bien le cauchemar de tout homme de pouvoir, préoccupé par ses propres privilèges et revenus. Ce n'est pas un hasard si les bureaucrates de l'Union européenne ont indiqué l'énergie comme un des points les plus sensibles : les sources d'énergie sont les « *infrastructures critiques* » à protéger à tout prix. C'est pour cela que le gouvernement italien a décrété que le Tap est un ouvrage « *stratégique* ». Dans un certain sens, il sait que les êtres humains peuvent bien vivre (et même mieux) sans toute cette énergie ; l'Etat, non.

Si on privait ce monde de l'énergie qui le perpétue, que se passerait-il ? Cette apocalypse promise par les tuteurs de l'ordre qui accompagnerait le blocage des industries et des marchandises, avec son corollaire martelé de violés, lynchages et massacres variés, ou l'émergence d'un autre mode de vivre, plus simple et plus attentif ? Tout comme ce n'est pas avec la nécessité de l'organisation sociale qu'ils nous feront accepter l'Etat, ou avec la nécessité de l'activité qu'ils nous feront accepter le travail, ce n'est pas avec la nécessité de l'énergie qu'ils nous feront accepter centrales nucléaires, ou parcs éoliens, puits de pétrole ou gazoducs. Il ne s'agit pas de donner de l'énergie propre ou bon marché à cette société mortifère –le seul problème qui passionne les experts citoyenistes de la décroissance–, il s'agit de l'arrêter.

Couper l'énergie, s'opposer à de nouvelles sources d'énergie ne signifie pas vouloir faire retomber l'humanité dans un lugubre obscurantisme : au contraire, c'est un pari sur un futur enfin libéré du chantage de la survie et des ordres de la politique et de l'économie, à découvrir sous le signe de l'autonomie de tous et de chacun.

Ennemis du Tap

[Publié sur *Finimondo*, 31 mars 2017]



Blocages de routes
et affrontements
devant le chantier
du TAP lors de sa
phase préparatoire
(transplantation
de 200 oliviers)
à San Basilio
(Melendugno),
mars-juillet 2017.



LA GUERRE À LA MAISON

avril 2017

« *Nous devons expulser la zone à tout prix* ». Ce sont les mots d'un dirigeant policier surnommé "Sicaire" face à des manifestants assis par terre, pour tenter d'empêcher les camions d'un sous-traitant du TAP de sortir du chantier en emportant des oliviers, prélude au début des travaux de réalisation du gazoduc sur les côtes italiennes. Ces jours-ci, beaucoup sont en train de connaître le véritable visage de l'Etat : manifestants, individus, et mêmes des maires bardés de leur écharpe tricolore. L'Etat, son gouvernement et son parlement passent au-dessus de tout le monde en n'épargnant rien : la terre, les arbres, les personnes, les idées, le cœur, les corps. Ce qui importe est de défendre la multinationale TAP, dont l'Etat italien fait partie à travers les entreprises Saipem et Snam, afin de lui permettre de mener des travaux utiles pour un chantier dont personne ne veut dans le Salento pour des raisons les plus variées. L'Etat et l'Economie montrent ainsi ce que veut dire être en guerre, agir contre les populations et les territoires, c'est-à-dire ce qui se produit partout dans le monde là où les intérêts économiques, l'argent, le profit, l'exploitation des ressources, de la nature et des personnes sont le quotidien.

Ces jours-ci, nous nous sentons plus proches de l'Irak, de l'Afghanistan, de l'Azerbaïdjan, du Nigéria ou du Dakota du Nord, partout où les ressources sont pillées et les zones colonisées. C'est ce qu'est désormais devenu le Salento depuis des décennies. Les nuisances écologiques s'empilent une à une, de l'affaire Xylella [une maladie touchant les oliviers] qui entend favoriser la transformation de l'agriculture traditionnelle en industrie, jusqu'aux soi-disant énergies renouvelables [le Salento est blindé d'éoliennes et de panneaux solaires], en passant par Ilva et Cerano [aciérie et centrale thermoélectrique cancérogènes] jusqu'aux déchets toxiques enterrés depuis des décennies dans les campagnes. C'est à tout cela que vient se rajouter le gazoduc TAP, dont le responsable pour la sécurité, présent sur le chantier, est un mercenaire, un ex-para à la solde des multinationales qui tourne à travers le monde. Un autre morceau de guerre qui doit nous ouvrir les yeux. L'autodétermination et la rage qui se sont propagées ces jours-ci parmi beaucoup d'individus pour tenter de bloquer les engins de chantier du TAP, encerclés par des centaines d'uniformes, afin d'empêcher le déracinement des arbres est une des réactions qu'on a su trouver.

Avec la forte tramontane, une soif de vivre et de rêves continue aussi de souffler, et les étincelles attisent le feu.

Non au TAP, non à l'Etat, non au Capitalisme

Ennemis du Tap

[Tract distribué à Lecce lors d'une manifestation contre le TAP le 2 avril 2017]

PRENONS ACTE

Collaboration ou lutte ?

avril 2017

Prenons acte que lorsqu'on montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. Qu'il s'indigne plus pour un petit mur à sec utilisé pour construire une barricade que pour plusieurs hectares de terres entourées de ciment et grilles de fer, surveillées jour et nuit par des vigiles privés, armés et payés par ceux qui veulent imposer une nuisance de force, avec à leur tête un mercenaire impliqué précédemment dans des opérations militaires au cours de différents conflits sur toute la planète.

Prenons acte que le Comité No Tap continue inlassablement son travail de dissociation de tout acte autodéterminé d'opposition à la réalisation du gazoduc, un travail de dissociation qu'il mène depuis des années et qui contribue à restreindre le champ des enquêtes de la police et à les orienter.

Prenons acte que le Comité No Tap, ou plusieurs de ses représentants, enterrent de manière autoritaire les décisions prises collectivement au cours du rassemblement lancé pour s'opposer aux travaux du TAP. Notamment celle de faire des barricades et de virer les journalistes de la chaîne régionale, *Télé Norba*.

Prenons acte que cet outrepassement des décisions collectives devient –de fait– une forme de collaboration avec le TAP, dont le Comité No Tap a déjà permis une fois, au prétexte du bouturage de quelques oliviers déracinés et abandonnés par terre, que les grillages soient remis en place et renforcés et que le TAP tente d'évacuer du chantier un gros camion-grue, uniquement bloqué grâce à la rage des manifestants. Précisons qu'aucun bouturage des oliviers n'a par ailleurs été effectué à cette occasion. Le Comité No Tap, ou plusieurs de ses représentants, devront prendre la responsabilité de ces formes de collaboration et rendre des comptes lorsque –et si !– le chantier avancera et sera réalisé.

Prenons acte que le Comité No Tap, ou plusieurs de ses représentants, instrumentalise la rage et la contestation spontanée et sincère des nombreux opposants que le TAP a rencontré ces jours-ci, afin de se ménager une passerelle médiatique au sein de laquelle se vanter de mérites qu'il n'a pas eu dans le blocage temporaire du chantier. Sans l'opposition directe de beaucoup de monde à la transplantation des oliviers, cette dernière opération aurait suivi son cours et aurait été pliée en deux jours, au milieu de plaintes stériles portées devant la bureaucratie et la loi des ministères, les tribunaux administratifs, la cour constitutionnelle, la région et autres ; soit les mêmes entités, la même bureaucratie et la même loi qui ont avalisé et approuvé le gazoduc TAP. Nous n'entendons servir de main d'œuvre à personne.

Prenons acte que le Rassemblement No Tap, à travers les médias sociaux dont il se sert, a transformé son nom en Mouvement No Tap, prétendant à travers cette auto-définition représenter et être l'expression de l'ensemble du front multiple et hétérogène qui s'oppose au TAP. Ceci est une falsification, parce que nous ne nous sentons pas représentés par des idées, des pratiques, des contenus et des communiqués de presse qui voudraient parler au nom de tous. Chacun parle en son propre nom.

Une telle situation ne peut continuer, dans laquelle certains tentent en permanence de passer pour les gentils aux yeux des médias, en faisant passer les autres pour les méchants.

Une telle situation ne peut continuer, dans laquelle certains en appellent à la répression, comme le commandant de la police municipale de Melendugno, le même qui entretient par ailleurs une relation très étroite avec le Comité No Tap, et par conséquent également avec le Rassemblement devant le chantier. Sans parler aussi de la présidente provinciale de l'Archi [association culturelle de gôche], Anna Caputo, qui a traité certains manifestants de "vandales" : ses déclarations sont de la merde. Un tel personnage, qui fait appel depuis toujours aux menottes et à la prison, est-elle considérée comme faisant partie du Mouvement No Tap ?

Une telle situation ne peut continuer, dans laquelle l'assemblée du Rassemblement No Tap est entièrement soumise aux consignes de ce même commandant de police et du Comité No Tap, qui persiste dans son travail de persuasion tant qu'il n'a pas obtenu le résultat désiré, comme de permettre au TAP de pénétrer à nouveau sur le chantier.

Une telle situation ne peut continuer, dans laquelle quelqu'un se permet de comparer au TAP ceux qui luttent contre ce dernier, uniquement parce qu'il ne partage pas la méthode utilisée, par ailleurs décidée de façon assembléeire lors du Rassemblement. Il y a quelques années, lorsque le Comité No Tap s'est assis plusieurs fois pour discuter à la même table que le TAP, personne n'a osé le comparer au TAP, malgré le non partage de la méthode collaborationiste du Comité.

Il a volontairement été fait grand bruit d'un mur utilisé pour monter une barricade, sans mener la moindre réflexion sur le pourquoi ces barricades ont été faites : empêcher ou ralentir les camions qui devaient déraciner les oliviers et laisser du temps pour que chacun accoure devant le chantier. On a utilisé la peur que les familles de Melendugno auraient éprouvée en voyant ces barricades, ces mêmes familles qui ont pourtant emmené leurs enfants face à la police pour l'empêcher de passer, peut-être pour cacher la peur de ceux qui veulent que tout reste comme avant et revienne à la normalité. Les blocages de route, les corps qui ont empêché les camions de passer et les barricades ont brisé cette normalité, cette même normalité au nom de laquelle des gazoduc se construisent et saccagent la vie sociale et écologique d'un territoire.

Prenant acte de tout cela, nous continuerons à mener notre opposition à la réalisation du gazoduc TAP, comme nous le faisons depuis de nombreuses années, de la manière et avec les temporalités qui nous vont le mieux, de façon autonome ou avec d'autres, selon que nos parcours et nos pratiques se croisent ou pas.

A toutes les personnes volontaires, courageuses et déterminées avec lesquelles nous avons partagé au cours de ces brefs mais intenses journées de lutte les heures, diurnes et nocturnes, les expériences et les espoirs, l'enchevêtrement des corps lors des sit-ins de résistance passive et celui des projets futurs, nous disons que nous sommes prêts à nous rencontrer de manière réellement horizontale et autogérée, pour continuer à projeter et à exprimer notre hostilité viscérale contre ceux qui veulent réaliser le gazoduc, ceux qui veulent l'imposer, ceux qui le défendent, et tous leurs collaborateurs.

Ennemis du Tap

[Texte distribué au Rassemblement No Tap de la zone de San Basilio, à Melendugno le 12 avril 2017]

LA GUERRA IN CASA

"Noi dobbiamo sgomberare l'area in ogni modo". Queste le parole di un dirigente di polizia soprannominato "sicario", di fronte a dei manifestanti seduti per terra che tentano di impedire ai camion di una subappaltata di Tap di uscire dal cantiere e portare via degli alberi d'ulivo, preludio di un inizio dei lavori per la realizzazione del gasdotto sulla spouda italiana. In questi giorni il vero volto dello Stato lo stanno conoscendo in tanti: manifestanti, singoli, addirittura sindacati con le fasce tricolori. Lo Stato, il suo Governo e il suo Parlamento passano sopra tutti quanti, non



risparmiando proprio nessuno: la terra, gli alberi, le persone, le idee, il cuore, i corpi. Ciò che importa è tutelare la multinazionale Tap, di cui anche lo Stato italiano è parte, tramite Saipem e Snam, e consentirle di eseguire i lavori utili a costruire un'opera che nel Salento nessuno vuole e per le più svariate ragioni. E così lo Stato e l'Economia fanno vedere che cosa vuol dire

essere in guerra, agire contro le popolazioni e i territori, ed è ciò che accade in ogni parte del mondo laddove gli interessi economici, il denaro, il profitto, lo sfruttamento delle risorse, della natura e delle persone sono la quotidianità.

In questi giorni ci sentiamo più vicini all'Iraq, all'Afghanistan, all'Azerbaijan, alla Nigeria, al North Dakota dove le risorse vengono depredate e i luoghi colonizzati. Ed è questo che è diventato il Salento ormai da decenni. Le nocività ambientali si aggiungono una a una, dall'affare Xylella che vuole favorire la trasformazione dell'agricoltura tradizionale in industriale, alle cosiddette energie rinnovabili, passando per Iva e Cernaro fino ai rifiuti tossici interrati da decenni nelle campagne salentine. Ora si aggiunge il gasdotto Tap il cui responsabile per la sicurezza, presente nel cantiere, è un contractor, un ex parà al soldo delle multinazionali in giro per il mondo. Un altro pezzo di guerra che ci deve far aprire gli occhi. L'autodeterminazione e la rabbia dimostrata in questi giorni da tanti individui che tentano di bloccare i mezzi di Tap, accerchiati da centinaia di uomini di forze di polizia, per impedire di espianare gli alberi è una delle risposte che si potevano mettere in campo. Insieme al forte vento di tramontana, anche aneliti di vita e di sogno continuano a soffiare e le scintille prendono fuoco. No Tap no Stato no Capitalismo.

disordine@riseup.net

file via della libertà, 31/3/2017, Lecce

Nemici di Tap

La guerre à la maison. Tract distribué à Lecce lors d'une manifestation contre le TAP, le 12 avril 2017.

FIGURES ET FIGURINES

mai 2017

La salle était bourrée à craquer de la pire décrépitude : maire en partance et aspirants-maires, président de province, préfet, recteur, vice-ministre du développement économique, adjoints, notables, fonctionnaires de parti, gratte-papier de l'administration, journalistes de tous poils, bipèdes encravatés ou bijoutés de la haute société de Lecce et des alentours...

Tous étaient là pour faire acte de présence lors de ce raout sur les « demeures historiques » du chef-lieu du Salento. Mais ô combien, combien, combien sont belles les maisons des riches ? Et à quel point ne méritent-elles pas d'être conservées et admirées ? C'est impatients de le découvrir, que nous allés à ce rendez-vous. Une fois l'entrée franchie, plusieurs d'entre nous ont été immédiatement abordés et importunés dans la salle par ceux qui prétendaient découvrir ce que nous avons dans nos sacs, et ce qu'il y avait écrit sur la banderole pliée et portée sous le bras. Il ne faut jamais répondre à l'indiscrétion des inconnus, sinon on risque de contracter de sales maladies et de mauvaises habitudes. C'est ainsi que nous nous sommes assis avec diligence et avons attendu le début de la cérémonie, restant sourds à leurs demandes incessantes.

Après une vidéo de quelques minutes jugée si « exaltante » par l'officier de la soirée qu'à l'entendre on aurait pu tout aussi bien en rester là (en effet...), et après un coucou du maire sortant, la parole a été donnée au préfet. Donnée, oui ; prise, non. Parce qu'à ce moment-là, c'est nous qui l'avons prise, cette parole, rappelant aux présents les responsabilités de la pire décrépitude dans la construction du gazoduc TAP, énième abjection d'un monde déjà prodigue en guerres, massacres, déportations, saccages écologiques et ainsi de suite. En cœurs généreux, nous avons aussi contenté la curiosité des petits hommes de la préfecture en déployant la banderole : *Non au TAP, ni ici ni ailleurs*. L'objet a été si apprécié par les hommes et les femmes de la préfecture de police, que certains d'entre eux se sont immédiatement lancés à sa conquête (tandis que d'autres se lançaient en protection de madame la vice-ministre du développement économique). Se déroula alors une bruyante bagarre, au terme de laquelle la banderole est restée aux mains de ses créateurs.

La belle soirée mondaine ruinée, nous sommes sortis en quête d'air frais non sans rappeler à plusieurs reprises aux illustres présents ce qu'ils étaient : des écoterroristes ! Dans la cour, l'organisatrice de l'événement elle-même nous a suggéré de faire

ce que nous étions déjà sur le point de faire, c'est-à-dire de suspendre la banderole sur le portail d'entrée (« *je vous en donne la permission, mais cessez de hurler, je vous en prie, vous nous donnez une sale image* »), au grand désarroi des RG. Les tracts ont été sortis des sacs et distribués aux passants, avant que les trouble-fête en uniforme ne commencent à proliférer tout en se tenant à distance. Nous sommes enfin partis sans être inquiétés, continuant à tracter dans les rues du centre ville.

D'autres occasions ne manqueront pas. La pire décrépitude est prévenue. Chaque fois qu'elle se réunira en public pour trinquer à ses profits et pour roter à ses privilèges, elle devra faire gaffe à sa porte d'entrée. Quelques hôtes indésirables pourraient bien à tout moment venir pointer leur nez.

[Publié sur *Finimondo*, 22 mai 2017]

AUTORGANIZZIAMOCI CONTRO TAP

Vorremmo dar vita a un momento assembleare e d'incontro settimanale per contrattarsi, discutere e organizzare iniziative concrete contro Tap e contro le nocività che stanno soffocando le nostre esistenze.

Tap è solo l'ultima in ordine di arrivo ma l'elenco è purtroppo lungo.

Di sicuro c'è la voglia e la necessità di dirci contro poiché non ne possiamo più di vedere la natura devastata e sfruttata e non ne possiamo più di assistere a guerre per il gas e per l'energia. Non possiamo più sopportare morti in mare e sulla terra, in fuga dalla guerra o dalla miseria. Non abbiamo bisogno di più merci e nuovi dispositivi di controllo ma abbiamo bisogno di più dignità e libertà.

Ognuno a suo modo, ognuno secondo la sua sensibilità ma con l'unico obiettivo di non far passare Tap e tutto il modello economico e sociale che rappresenta.

Non in qualsiasi modo però. Vogliamo costruire uno spazio d'incontro autorizzato e orizzontale, fuori dalle istituzioni, anche le più basse nel gradino della rappresentanza che fanno comunque parte (e ne devono rispettare i limiti) di uno Stato che si è schierato a fianco di Tap e ne è una sua costola.

Lontani mille miglia da autoritari di ogni risma che dividono il mondo in categorie da selezionare o da escludere (fascisti in primis) vogliamo agire in prima persona senza portavoce o rappresentanti vari.

Fuori da una logica mediatica per cui ciò che importa è ciò che dicono giornali e televisioni o addirittura Tap. Ciò che ci preme è relazionarci con esseri umani in carne ed ossa, parlarsi e agire insieme laddove è possibile.

Vogliamo essere uniti da un obiettivo comune senza dover rinunciare alle nostre differenze, alle nostre idee, alle nostre sensibilità, alle nostre pratiche.

Ciò che ci incuriosisce in questo mondo è la pluralità e non l'omologazione.

Pensiamo che Tap non si trovi solo presso il cantiere di Melendugno ma che sempre più sarà ramificata in tutto il Salento e in tutto il mondo, avendo stretto contratti e collaborazioni con numerose ditte locali e non. Diffondere quindi un'opposizione e contrastare Tap ovunque si trovi, pensiamo possa essere una delle strade utili da perseguire senza perdere di vista ciò che accade nei luoghi maggiormente interessati dalla costruzione del gasdotto.

Non resta che incontrarsi e sperimentare.

Proponiamo una prima iniziativa per
VENERDÌ 19 MAGGIO ORE 21
area cantiere Tap

Proiezione di
"LA MESSA DELLE CINQUE"
Film-documentario su una lotta antinucleare in Francia

Mai 2017. Proposition d'assemblée hebdomadaire horizontale et auto-organisée hors des institutions pour «discuter et organiser des initiatives concrètes contre le Tap et les nuisances qui suffoquent notre existence au quotidien». Avec projection devant le chantier d'un documentaire autoproduit sur la lutte antinucléaire des années 70 à Plogoff.

BRIBES DE MÉMOIRE

mai 2017

Rendez-vous était donné ce matin dans un cinéma de Melendugno, province de Lecce, où le Comité No Tap avait organisé une initiative méritoire sur comment concilier raison d'Etat et conflit social. L'invité attendu était un vieux magistrat (ex-chasseur de têtes brûlées qui avait fini après sa retraite pendant quelques années sur les livres de compte d'un milliardaire de la loge P2, mafieux, maquereau et maître des ondes), à présent premier dinosaure de tous les mouvements citoyennistes, qu'ils infestent les vallées du Piémont ou qu'ils polluent les plages du Salento. N'étant pas atteints d'amnésie politiquement correcte, nous sommes allés distribuer quelques bribes de mémoire à l'entrée du cinéma.

Parmi les organisateurs, l'un d'entre eux ne l'a pas bien pris et s'est mis à hurler aux personnes qui affluaient « ne lisez pas ! ne lisez pas ! », suscitant d'ailleurs l'agacement de beaucoup. Finalement, Lui aussi est arrivé, distribuant sourires et poignées de main à droite à gauche. Lorsqu'il a reçu le tract sur le seuil du cinéma, ses lèvres se sont pincées et sa main tendue s'est débinée. « C'est moi le bourreau d'Etat ? » – a-t-il demandé. « Oui ! » – lui a-t-il été répondu sans appel.

Vu le grand nombre d'oubliés en circulation, nous reproduisons ici le texte du tract distribué.

FERDINANDO IMPOSIMATO BOURREAU D'ETAT

Avant de devenir l'homme de loi le plus aimé des citoyennistes italiens – de belles âmes de la démocratie qui croient aux politiciens honnêtes, aux banquiers généreux, aux industriels désintéressés, aux policiers gentils, aux militaires non-violents, aux requins vegans... – Ferdinando Imposimato était connu pour être un bourreau d'Etat. Son métier consistait à exterminer les ennemis des institutions, dont un grand nombre était constitué de subversifs.

Dans les années 70 et 80, c'est lui qui a fait condamner devant les tribunaux nombre de militants de l'extrême-gauche révolutionnaire, des hommes et des femmes insurgés contre l'Etat et inscrits dans les rangs des organisations combattantes : Mario Moretti, Prospero Gallinari, Anna Laura Braghetti, Bruno Seghetti et beaucoup d'autres encore. Tous enterrés à perpétuité par Ferdinando Imposimato.

Nous n'avons jamais aimé le stalinisme. L'Etat ouvrier rouge nous fait autant horreur que celui blanc de la démocratie-chrétienne, la dictature du prolétariat provoque en

nous le même mépris que la dictature de la bourgeoisie, et nous considérons néfaste le parti révolutionnaire armé au même titre que celui réformiste légaliste. Pour nous, on ne peut trouver la liberté que dans des horizons sans forme de pouvoir. Ceci dit, un révolutionnaire reste un révolutionnaire.

Et un bourreau d'Etat reste un bourreau d'Etat.

Quarante années après 1977, année du dernier assaut vers le ciel tenté ici en Italie, on est passé de la lutte contre « l'Etat bourgeois et impérialiste » à la lutte contre *certain*s projets, *certain*s grands travaux et *certain*es lois voulus par un Etat certes considéré comme légitime, mais un peu corrompu, certes considéré comme nécessaire, mais un peu distrait. Personne ne veut plus abattre les institutions, tous voudraient au mieux les corriger. Et voici qu'un bourreau d'Etat, expert dans l'art de passer les menottes de la répression, est bienvenu comme invité de marque par des mouvements de contestation (?!). Des comités No Tav aux comités No Tap, le cercle de politiciens des manifestations tente d'obtenir la légitimation publique en passant sous les fourches caudines de la crétinisation et de l'oubli.

Mais si c'est l'Etat qui impose les grands travaux nuisibles, c'est contre l'Etat qui faut se battre pour les arrêter. Les représentants des institutions sont à traiter avec hostilité, certainement pas avec admiration. De plus, rien que pour une question de dignité humaine, les ennemis mortels d'hier ne peuvent devenir les alliés utiles d'aujourd'hui. La vieillesse et la retraite n'annulent pas les responsabilités.

Ferdinando Imposimato était, est, et restera toujours un bourreau d'Etat.

Quelques ennemis du TAP

[Tract reproduit sur *Finimondo*, 26 mai 2017]



Perturbation du grand raout du *Comité No Tap* à Melendugno avec un bourreau d'Etat comme invité d'honneur (« *Le juge courage* » désigné Homme de l'année par *Le Point* en décembre 1984).

LETTRE OUVERTE AU DR GIUSEPPE SERRAVEZZA

mai 2017

Melendugno (Lecce), 27 mai 2017

Cher Docteur Serravezza*,

Notre présente n'est pas une lettre d'éloge, mais nous sommes certains que vous nous en excuserez et que vous comprendrez, ayant déjà des foules d'admirateurs et ayant réussi à conquérir de nouvelles sympathies grâce à votre engagement contre le gazoduc TAP qui devrait être construit dans le Salento.

C'est en effet justement à propos de cet engagement que nous avons décidé de vous écrire, et en particulier par rapport à votre Appel public, qui demandait à tous les partis et les mouvements – de Casapound aux anarchistes – de faire un petit pas en arrière au nom de la bataille commune contre le TAP. Bon, à part le fait que dans une lutte les pas à faire soient d'après nous toujours en avant et jamais en arrière, un autre problème est bien plus important encore. Parce qu'à notre avis, la lutte contre le TAP n'est pas, comme vous l'affirmez, une lutte pour la sauvegarde du territoire, de l'environnement et de la santé des personnes, mais bien une lutte de la liberté et pour la liberté. En tant que telle, elle ne peut pas être menée avec ceux qui sont ennemis de la liberté, comme les fascistes de Casapound que vous admirez peut-être et avec lesquels vous avez déjà collaboré lors d'initiatives publiques, et comme les démocrates que vous représentez vous-même.

Voyez Docteur, les fascistes pourraient même être d'accord pour manifester en défense de l'environnement et du territoire, bien sûr au nom de leur ignoble idéologie basée sur le « sang et le sol », mais comme il s'agit des mêmes abjectes personnes qui encouragent l'élimination de ce qui est différent, la chasse à l' « homme de couleur » ou les guerres au nom d'une soi-disant supériorité occidentale... êtes-vous vraiment disposé à accepter tout cela ? Vous croyez que les choses peuvent être séparées et qu'on peut mener des luttes en les divisant en compartiments étanches ? Nous pensons le contraire.

Nous croyons à l'inverse que votre pensée, cher Docteur, est nuisible, parce qu'en affirmant que la lutte contre le TAP est une lutte en défense du territoire, de l'environ-

nement et de la santé, vous ouvrez tout grand les portes aux fascistes qui sont peut-être vos amis, mais dont nous sommes d'irréductibles ennemis.

Ce n'est pas tout, car ce faisant, vous ouvrez également grand la porte à d'autres éminents scientifiques – comme vous –, dont ceux qui réfutent vos propres thèses sur le caractère cancérigène des émissions du gazoduc en avalisant de fait la construction. Avec vos grèves de la faim et de la soif, cher Docteur, vous avez permis à la politique de se renforcer à l'intérieur de la contestation, une politique qui avait été dépassée par la rage spontanée de centaines de personnes ordinaires ; cela vous a permis de rencontrer des maires, le gouverneur des Pouilles et des élus du gouvernement avec lesquels vous avez discuté amoureusement. Vous avez exprimé l'idée de déplacer ailleurs le point d'arrivée du gazoduc, proposant donc de dévaster à un autre endroit le territoire et l'environnement, et de compromettre la santé d'autres personnes un peu plus loin. En deux mots, cher Docteur, vous avez endossé le rôle du récupérateur en tentant de médier par la politique ce qui pour nous n'est pas médiable : notre liberté.

Une liberté qui ne devrait pas être diminuée et contenue, mais au contraire défendue et augmentée ; une liberté qui plonge ses racines dans les raisons profondes de s'opposer au gazoduc, à un chantier de colonialisme énergétique qui ne se limite pas seulement à dévaster le jardin devant notre maison, mais qui est cause et effet de guerres éparses à travers le monde, avec tout leur corollaire de morts, de dévastations, d'exil de millions de personnes, de noyades en mer...

S'opposer au gazoduc TAP, très cher Docteur, signifie vouloir s'opposer à tout cela, et signifie aussi vouloir s'opposer aux Etats qui créent et alimentent ces conditions, aux Etats qui imposent et défendent *manu militari* des grands travaux comme le TAP. Aux Etats qui, exactement comme les fascistes, sont des ennemis de la liberté.

Ainsi, cher Docteur, si vous voulez collaborer avec les fascistes et avec la politique, faites-le, mais à titre strictement personnel, et soyez également prêt à en affronter les conséquences. Pour certains, la célébrité ou le jeûne d'un homme est suffisant pour le considérer comme un complice au sein de la lutte.

Pas pour nous.

Salutations cordiales

* Giuseppe Serravezza, oncologue et responsable scientifique de la *Ligue italienne de lutte contre le cancer* (LILT) de Lecce, est monté sur le devant de la scène suite à une grève de la faim et de la soif pour protester contre la construction du gazoduc TAP.

[Tract distribué le 27 mai 2017 à Melendugno à l'occasion d'une marche suivie d'un débat organisée par la Ligue italienne de lutte contre le cancer, le Comité No Tap et Terra Mia]

QUEL ÉTONNEMENT ?

mai 2017

Dans l'état actuel des choses, on peut dire sans crainte d'être démentis, que l'entreprise *Mello Lucio* est celle qui est la plus haïe parmi tous ceux qui s'opposent aux travaux de construction du gazoduc TAP dans le Salento.

Peut-être parce qu'il s'agit de la première entreprise qui, matériellement, a commencé ses travaux à l'intérieur du chantier en tant que tel, grillagé et fermé, ou bien parce que beaucoup on vécu comme une violence l'éradication de deux cent oliviers et leur transport et stockage sur un autre site. Peut-être parce que ses ouvriers ont travaillé en permanence –de jour comme de nuit– sous escorte et protection de centaines de flics en tenue anti-émeute, ce qui a clarifié mieux de tout de quel côté ils se trouvaient, ou peut-être aussi parce la venue de ses ouvriers aux premières lueurs de l'aube, avec le visage masqué pour ne pas être reconnus, a permis à beaucoup de les identifier comme des jaunes et des mercenaires à la solde de qui les paie le plus...

En somme, c'est peut-être pour une de ces raisons-là ou pour mille autres encore, mais en tout cas la nouvelle d'il y a quelques jours disant que, va savoir qui, a eu l'ardeur de se présenter devant le portail de la pépinière de l'entreprise *Mello Lucio* puis d'y lancer un molotov incendiant plusieurs palettes de bois empilées à l'intérieur, cette nouvelle, donc, n'a certainement surpris personne. En tout cas personne qui a remarqué combien d'hostilité elle a pu déclencher à son encontre.

Il est par contre surprenant qu'une chose de ce genre ait pu étonner quelqu'un...

[Publié sur *Finimondo*, 21 mai 2017]



PROPOSITIONS

novembre 2017

Tautologie — une définition illusoire qui repropose dans des termes formellement différents ce qui devrait faire l'objet d'explications. Une banalité embarrassante qui est parfois présentée comme une illumination originale. Dans le milieu politique, les grandes âmes progressistes en sont régulièrement victimes, elles qui servaient à une époque de base électorale aux partis de gauche et servent aujourd'hui de main d'œuvre aux différents mouvements citoyennistes. Comme elles se rendent compte que la pluie mouille, elles lancent des appels contre les banquiers spéculateurs. Comme elles comprennent qu'on se brûle en mettant la main sur le feu, elles crient contre les guerres qui massacrent des civils. Ces derniers temps —de la Catalogne au Salento—, elles débordent d'indignation. Elles viennent de découvrir que l'Etat n'est pas au service des citoyens, mais que ce sont les citoyens qui sont au service de l'Etat ! Elles qui tant de fois ont regardé avec gratitude les policiers, en les imaginant pendant qu'ils aidaient la petite vieille à traverser dans les clous, n'en reviennent pas de les voir avec boucliers et matraques envahir un bureau de vote ou un village au bord de la mer pour empêcher des électeurs de voter ou des habitants de circuler.

L'été étant terminé dans le Salento, avec son afflux de touristes à attirer, à faire rêver, et surtout à ne pas effrayer, les travaux de construction du TAP ont donc pu reprendre. Et comme le chantier se trouve dans un coin isolé, les honnêtes et laborieux travailleurs au service du TAP ont érigé en deux temps trois mouvements un robuste grillage pour délimiter la « zone rouge » à ne plus franchir, gardée par les forces de l'ordre et des vigiles qui en ont bloqué tous les chemins d'accès, y compris ceux des champs. Puis, pour plus de sécurité, les contrôles d'identité ont également été étendus au village voisin de Melendugno et aux rues limitrophes, empêchant la libre circulation. Les grandes âmes en sont restées scotchées, elles ne s'y attendaient pas (ni elles ni leur cher maire qui est de leur côté). C'est pour cela qu'elles ont changé de mantra, passant de la dénonciation de ce projet public « *parce qu'il démantèle l'Etat social* », à la dénonciation de la « *suspension de l'Etat de droit* ».

C'est une chance que le Salento ne soit pas partout. Et c'est une plus grande chance encore que le TAP, lui, le soit, et comment ! Ils pourront bien tenter de « *mettre en sécurité* » un chantier, mais ils ne pourront pas mettre sous contrôle tous les locaux, tous les bureaux, tous les domiciles, tous les chantiers, tous les lieux de stockage, toutes les structures, toutes les ramifications... de tous ceux qui participent au projet du TAP. Et si certains de ces endroits se trouvent seulement dans quelques villes d'Italie ou d'Europe, d'autres sont en revanche au coin de la rue de quiconque (et si pas au coin de la rue, en pleine campagne).

Eux veulent donner du gaz à ce monde. Et nous, pourquoi ne pas donner du gaz à la révolte ?

[Publié sur *Finimondo*, 17 novembre 2017]

ELEMENTS POUR LA LUTTE NO TAP DEPUIS LE VAL SUSA

novembre 2017

Le sabotage, non. Cela n'est certainement pas une caractéristique particulière de la lutte dans le Val Susa, c'est une arme universelle qui n'a pas de terre natale à honorer. Il suffit de penser que lorsqu'il a été pratiqué dans cette vallée, le sabotage a d'abord rencontré des dénonciations et des calomnies, puis des dissociations et un silence timide, puis des soupçons et de la méfiance... Ce n'est qu'après qu'un ancien combattant révolutionnaire béni par le Seigneur ait pris la licence poétique de le défendre devant des journalistes, soulevant un petit vent favorable, que les drapeaux valsusains se sont enhardis à se déployer ouvertement en faveur d'une telle pratique de lutte. Une fois le petit vent retombé, on est retourné à l'habituel spectacle politique. Si ce n'est donc le sabotage, quels pourraient bien être les inspirations du Val Susa pour la lutte No Tap ?

Bah, cela n'est pas difficile à comprendre. C'est le populisme évidemment, une sorte de socialisme rural à opposer à une classe politique dégénérée et corrompue (désireuse d'imposer d'en haut une industrialisation effrénée). Si l'objectif immédiat du mouvement social dans son ensemble est d'arrêter une nuisance, l'ambition de sa classe politique est l'instauration d'un rapport direct entre (autodénommés porte-parole du) peuple et gouvernement. Les partis politiques ayant perdu tout espoir d'inspirer confiance, leur poste vacant sur la scène de la représentation est désormais occupé par des petits et des grands comités populaires, avec leurs experts de référence. D'où la vulgate citoyenliste bonne pour tous les goûts.

La soi-disant question sociale disparaît ainsi de l'horizon, remplacée par une dénonciation de grands travaux d'un point de vue technique, portée par d'honnêtes et de braves citoyens trahis par un Etat tombé aux mains de figures louches. Une citoyenneté qui a supporté pendant des décennies n'importe quelle dévastation de sa terre, que ce soit une vallée ou une plage, mais qui à présent n'entend pas ingurgiter l'ultime affront. C'est pour cela qu'elle s'énerve et crie à grand voix les banalités intégrées pendant des décennies : ces grands travaux « *sont illégitimes* » ou bien « *une arnaque au détriment de l'Etat* », leur conséquence est « *un gaspillage d'argent public* » ou bien « *un démantèlement de l'Etat social* », et ainsi de suite. A l'intérieur d'une telle perspective, le recours à la conflictualité alternée devient une panacée quasi obligatoire. D'un côté on cherche le dialogue avec les institutions (qui doivent être redressées), de l'autre on s'affronte avec les institutions (qui font les méchantes). Le matin on participe à des tables rondes coude à coude avec les responsables de la dévastation, le soir

on fait des barrages routiers (peut-être juste le temps de se faire photographier et de partager avec d'autres suiveurs-followers l'image de la contestation).

Voilà les refrains dont le Val Susa n'a pas peur, et le Salento pas non plus. Mais soyons sincères, s'agit-il en réalité de points originaux, typiques, AOP, à l'inimitable parfum de lavande piémontaise ? Non, en aucun cas. Il s'agit de traits qui caractérisent désormais tous les mouvements sociaux. Et donc, quelle est l'inspiration que la lutte No Tap pourrait prendre du Val Susa ?

Il y en aurait bien une, tous comptes faits. La lutte en Val Susa se distingue en effet par une particularité plus unique que rare : elle a à sa tête de véritables délateurs connus de tous. Non, il ne s'agit pas de ces misérables individus qui envoient des lettres anonymes à la préfecture ou qui distillent des confidences à la police, non Messieurs-Dames, il s'agit d'un milieu politique qui pointe du doigt publiquement ceux qu'elle pense avoir commis des actes illégaux. Impossible de nier que cela soit une véritable caractéristique valsusaine, vu qu'on avait jamais vu une chose de ce genre. Et qui comporte, dans une suite logique, un autre aspect inédit dans ses différentes nuances : le rapport de beaucoup de monde avec ces délateurs, sous forme d'omerta, de tolérance ou de complicité. Du reste, il faut être pragmatiques, si on veut participer politiquement à une lutte sociale dont les leaders sont des délateurs, il faut faire contre mauvaise fortune bon cœur, ou plutôt se voiler la face dans un jeu infâme.

Bon, vu que parmi les petits leaders No Tap certains pointent en assemblée les démolisseurs de murets en pierres sèches [afin de construire des barricades], certains bloquent bruyamment sur place les aspirants agresseurs de vigiles de nuit (sans se préoccuper d'attirer l'attention de ces derniers), certains braillent à voix haute devant les vigiles le nom de présumés lanceurs de pétards... il nous semble que la seule inspiration que la lutte No Tap puisse recueillir du Val Susa est justement celle-ci – la délation.

Mieux vaut laisser tomber de telles inspirations. Se passer de tout milieu politique, qu'il soit réformiste ou révolutionnaire, rendre au mouvement sa diversité, piétiner les programmes, refuser toute délation (et les merdes qui les produisent)... cela risque certes de n'être que des rêves, quand on parle de mouvement social. Mais ce sont des rêves qui attendent d'être réalisés.

[Publié sur *Finimondo*, 27 novembre 2017]

NOUS NE POUVONS PAS ABANDONNER LA CRITIQUE

Notes sur le mouvement No Tap

décembre 2017

Depuis quelques temps, nous ressentons le besoin d'exprimer quelques pensées sur une partie de l'opposition au TAP. Dans une course effrénée et pauvre, nous semble-t-il, en réflexions intéressantes, nous voyons se répéter des initiatives qui mêlent des contenus et des pratiques entièrement recyclées dans le chaudron du réformisme.

Parmi les dernières initiatives, la présentation du livre du journaliste facho-léguiste Gianluigi Paragone sur les rapports entre TAP, lobbys financiers et banques. Des manifestations aux forts relents citoyennistes, comme celle du 8 décembre dernier à Lecce, promue par le mouvement No Tav, qui a invité tous les mouvements italiens à organiser des initiatives locales. Et puis la présentation de livres qui parlent d'un Salento paradisiaque, que les méchants Suisses voudraient nous prendre, ou encore des journées de récits et d'apologie de ce qu'a été le rassemblement permanent devant le chantier jusqu'à il y a peu. Des soirées organisées par les commerçants de Melendugno, des défilés de groupes liés aux partis politiques, dont le chef de file est 5 Etoiles. Un mouvement No Tap donc, dont font partie gestionnaires, commerçants, associations, citoyens, comités et anarchistes, qui semble être la photocopie de choses déjà vues.

Les journées du printemps dernier (2017), lorsqu'aucun mouvement n'existait encore, semblent à des années lumières, avec leur spontanéité et la détermination de la part d'une pluralité de personnes, toutes aux premiers rangs pour bloquer les travaux. Aujourd'hui en revanche, on organise des événements, des rencontres, et même ce qui tente de dépasser les limites est immédiatement récupéré par le discours démocratique. Comme les balades autour de la zone rouge, par ailleurs désapprouvées par les petits chefs du comité No Tap, qui à un moment précis, lors de celle du 6 décembre lorsque les habitants du coin et d'autres manifestants se sont dirigés vers les grilles du chantier, ont explicitement tenté de les en dissuader, en les invitant à continuer sous la forme d'une manifestation inutile dans un village désert. Pour une fois, ils n'ont pas été écoutés.

Que les mouvements du Non aient cette composition n'est pas surprenant. Aux côtés de tant de belles personnes rencontrées ces derniers mois, spontanées et enragées, mais fortement conditionnées par le système étatique dans lequel elles sont empê-

trées (remettre en question l'Etat en nous est difficile, bien que pas impossible), on trouve des maires, des députés, des politiciens en tout genre, des associations de gauche comme de droite, qui n'hésitent pas à prendre leurs distances avec tout ce qui élève minimalement le niveau du conflit, des pacifistes variés et des journalistes. La récupération est certes toujours au coin de la rue, mais aussi le glissement vers une mixture aberrante qui met ensemble ce qui devrait rester aux antipodes.

Et les anarchistes ? Nous pensons que la clarté est nécessaire, et qu'il est nécessaire de mener une réflexion sur les dynamiques déjà vues dans d'autres contextes et qui sont reproposées ici dans le Salento. Des « *stratégies* » et des « *alliances* » qui donnent le frisson du quantitatif, mais en fin de compte, que laissent-elles dans leur sillage ? Un appauvrissement général, parce qu'à force d'abaisser contenus, pratiques et critiques, on finira par perdre la boussole. L'expérience du Val Susa n'est pas loin, et pourtant nous voyons des anarchistes suivre les mêmes chemins sans aucune réflexion en la matière. Mais la théorie et la pratique, les moyens et les fins, la conflictualité permanente, l'horizontalité ne sont pas des slogans à répéter entre compagnons, c'est ce qui nous permet de ne pas perdre l'horizon de la liberté qui nous tient à cœur. Le dangereux glissement vers la représentation et la narration qui caractérisent le mouvement No Tap –et pas seulement– nous fait littéralement peur, parce que nous voyons se manifester dans un mouvement (se proclamant tel) une perte de contenus et pas une augmentation, une récupération des pratiques les plus incisives et pas leur affirmation. Une centralisation qui risque de devenir hiérarchie. La reproduction d'un juste milieu qui est en train de broyer l'individualité et la particularité.

Pour arrêter le TAP, nous devons agir, mais nous ne pouvons pas abandonner la critique.

[Quelques ennemis du TAP, décembre 2017]



DES ETINCELLES, ENCORE ?

février 2018

Presque un an est passé depuis qu'un fait apparemment insignifiant [le déplacement des oliviers hors du chantier] a été l'étincelle qui a enflammé la protestation contre le TAP, la faisant sortir de la dimension symbolique qu'elle empruntait jusqu'alors et dépassant ceux qui s'étaient déclarés ses seuls opposants. Ce furent des jours enthousiasmants lors desquels une petite partie de la population, avec sa détermination et son imagination, a mis concrètement des bâtons dans les roues de la machine dévastatrice, prenant en main les rênes de sa propre opposition au projet, cessant de se fier aux bulletins d'adhésion et à la politique qui avaient montré toute leur impuissance au fil des ans. Et toute la force de la politique – celle du haut comme celle du bas – a été nécessaire pour faire rentrer dans le rang une protestation qui semblait vouloir, et pouvait, se radicaliser. Une politique plurielle, composée d'aspirants leaders prêts à monter sur la nouvelle scène pour y mettre leur petit drapeau ou imposer leur suprématie ; tous dirigés vers la zone de San Basilio, y compris ceux qui la veille des protestations ne savaient même pas ce qu'était le projet de gazoduc dans le Salento, et ne connaissaient même pas les routes pour s'y rendre.

Cette année 2017, les travaux du TAP ont continué d'avancer sans que cette détermination initiale redevienne incisive, mais rien n'est encore perdu. Serons-nous encore capable de laisser derrière nous la politique et les bulletins d'adhésion ? Serons-nous encore capables de nous y opposer concrètement et avec courage ? Serons-nous encore capables d'inverser la roue ?

Essayer est le minimum qu'on puisse faire.

[Publié dans *Tilt* (Lecce),
apériodique de lutte contre le Tap,
n°1, 9 février 2018, p.2]



Fragments de lutte

Février 2012. Le TAP présente son projet à Melendugno. Dans une salle bondée, les personnes présentes manifestent leur opposition animée et leur peu de confiance dans les associations écologistes (comme Italia Nostra) qui prennent la parole.

Décembre 2013. Lors de la rencontre OST (*Open Space Technology*, groupes de discussion créés pour donner à la population l'illusion de participer aux décisions) organisée par la Région des Pouilles afin de créer une confrontation entre le TAP et les gens du Salento, une centaine d'entre eux ricane et crie contre les représentants du TAP et ceux institutionnels pour empêcher cette rencontre, qui sera interrompue plusieurs heures.

2013/2014. Tables de presse informatives sur les marchés hebdomadaires dans les différents villages concernés par le passage du TAP. Au cours de l'été, exposition et assemblée sur le front de mer de San Foca.

Février/avril 2014. Les locaux du *Parti Démocrate* (gôche, au pouvoir) sont couverts de peinture à Lecce, contre le gazoduc TAP et contre le TAV en Val Susa.

Août 2014. Le portail d'entrée de la *Cofindustria* (syndicat patronal) à Lecce est couvert de peinture et de tags contre le TAP et le TAV.

Décembre 2014. Incursion avec des tracts dans les locaux du TAP à Lecce.

Mars 2015. Sabotage d'un engin de chantier utilisé pour les sondages géo-

techniques – vitres cassées, tableau de commande endommagé, câbles coupés.

Automne 2015. Les arbres choisis pour être élagués et transplantés perdent souvent leur étiquette de référence.

Juillet 2016. Les grillages et le fil de fer du chantier où le TAP mène des sondages d'archéologie préventive sont coupés.

Été 2016. Nombreux clous plantés dans les oliviers destinés à être élagués, selon une vieille pratique écologique. Un avis relatif à la présence de clous tente de dissuader la poursuite de la taille.

Décembre/janvier 2017. Des dizaines d'affiches collées dans les villages du Salento rappellent la complicité dans la dévastation des entreprises locales qui ont remporté des appels d'offre.

Février 2017. Molotov contre les bureaux du TAP à Melendugno. Façade endommagée, d'après le consortium lui-même.

Mars 2017. Le 20, huit manifestants bloquent les camions qui transportent les oliviers transplantés sur le chantier du TAP en s'asseyant par terre. Autour d'eux, d'autres manifestants restent debout. Les huit seront traînés un à un par la police et balancés plus loin. Travaux suspendus. C'est « *une petite étincelle qui met le feu* » à la rage trop souvent mise à l'écart par les appels à ne rien faire, déléguant tout aux recours institutionnels avec l'excuse d'éviter les provocations et la militarisation de la zone.

Le 21 à 6h du matin, des dizaines de personnes s'asseyent par terre pour bloquer les travaux ; leur nombre augmentera au



cours de la journée. Transplantations à nouveau suspendues.

Au cours du mois, nombreux blocages de camions.

Le chantier est fermé par un cadenas depuis l'extérieur, et le personnel d'*Alma Roma* – l'agence de sécurité privée qui défend le chantier – ne pourra en sortir pendant plusieurs heures, jusqu'à l'arrivée des pompiers. Cela se reproduira aussi quelques mois plus tard.

Des miguelitos sont retrouvés sur la route d'accès au chantier.

La société TAP dénonce qu'en plusieurs endroits *Alma Roma* a été attaquée. Un rassemblement a lieu devant son siège à Lecce.

Mars/avril 2017. Les grilles de chantier sont en grande partie démantelées et dégradées. Les premières barricades sont érigées pour empêcher le TAP d'avoir accès au chantier. Les mois suivants, ces barricades seront reconstruites plusieurs fois.

Avril/mai 2017. Les camions sont bloqués à plusieurs reprises au cours des

ballets du TAP pour déplacer les oliviers d'un site à l'autre.

Mai 2017. La salle de l'ex-couvent Palmieri où se tient une conférence sur les demeures historiques du Salento est bondée de gens comme il faut qui attendent les interventions du maire, du préfet et de la vice-ministre Bellanova. Des manifestants rappellent à ces braves gens – avec tintamarre, cris et banderoles – qui sont leurs représentants : des écoterroristes !

Mais l'ennemi n'est pas que le TAP. Un juge en tant que tel, qui plus est persécuteur de révolutionnaires, ne peut être de notre côté. Un tract contre Ferdinando Imposimato, appelé dans le Salento pour parler des grands travaux imposés, est distribué à Melendugno au cours de sa visite.

Mai/juin 2017. Plusieurs molotovs lancés contre l'entreprise *Mello Lucio* de Carmiano, qui transplante les oliviers pour le TAP.

Juin 2017. Des dizaines d'affiches col-

lées à Lecce et dans la région pour rappeler les noms des restaurants qui ont participé aux cours de cuisine organisés par le TAP.

Juillet 2017. Encore des déplacements d'oliviers par le TAP, encore des blocages de camions, dont deux sont endommagés.

Août 2017. Traversée en vélo le long du littoral adriatique. Blocage de la circulation, bouchons, de nombreux automobilistes énervés et quelques-uns solidaires.

Octobre 2017. L'entreprise Mello effectuée pour le compte du TAP la taille des oliviers qui doivent être transplantés, pendant que de nombreux manifestants tentent de perturber les ouvriers et les forces de l'ordre.

Novembre 2017. Blocages de la circulation à plusieurs reprises à Lecce et Melendugno, après que la zone de chantier ait été déclarée zone rouge, contrôlée par des centaines de flics, retirés un mois plus tard. *Contre le TAP, bloquons tout !*

Les locaux du TAP sont couverts de peinture à Lecce et Melendugno.

Lors d'une balade de long de la zone rouge du chantier, un phare qui éclaire la zone est éteint, et ses clés dérobées.

Le local du *Parti Démocrate* de Lecce est couvert de peinture et un des tags laissés dit *Complices*.

Une conférence à laquelle participent le TAP et son « country manager » Elia, des responsables d'ENI, du ministère du Développement économique et de l'Environnement, du Parti Démocrate et d'autres figures institutionnelles, est

perturbée à l'intérieur comme à l'extérieur de la salle du rectorat de l'Université où elle se déroule. A l'extérieur, lanciers d'œufs et blocage de la circulation. Des tags et des tracts dans l'Université rappellent le rôle de cette dernière pour défendre le TAP, et en particulier celui du professeur Boero, chercheur en biologie marine, soutien du TAP y compris à travers des articles de propagande dans la presse locale.

Décembre 2017. La répression devient insistante. Le 9, cinquante-deux manifestants sont retenus pendant huit heures à la préfecture de police et la caserne de carabinieri après avoir été arrêtés près de la zone rouge du chantier du TAP. Le 6, plusieurs manifestants avaient déjà du défier la police et contourner leurs barrages pour s'approcher de la zone rouge. D'autres interdictions de séjour et avis oraux précédent des possibilités d'assignation à résidence se rajoutent à ceux déjà donnés les jours et les mois précédents, aux plaintes et aux dizaines d'amendes infligées suite aux blocages de route.

[Traduction d'un des panneaux de l'exposition permanente sur l'énergie dans *l'espace informatif et de lutte contre le TAP*, Tilt, ouvert à Lecce en février 2018]

Identifier l'ennemi

• L'actionnariat du TAP est composé de BP (20%), Socar (20%), Snam S.p.A. (20%), Fluxys (19%), Enagás (16%), et Axpo (5%).

BP (British Petroleum) est la multinationale du pétrole présente dans le monde entier.

Socar est la Société pétrolière d'Etat de la République d'Azerbaïdjan.

Snam est un des acteurs leader en Europe de la construction et la gestion intégrée des infrastructures de gaz naturel.

Fluxys est actif dans les infrastructures de transport de gaz, présente aussi bien dans le terminal de gaz liquéfié de Dunkerque, les gazoduc NEL et TENP en Allemagne ou Transitgas en Suisse.

Enagás est la société leader de transport de gaz en Espagne, très présente aussi en Amérique du Sud.

Axpo est active dans la production, la distribution et la vente d'électricité et dans les bourses d'échange au niveau international.

• Ceux qui travaillent pour le TAP sont notamment les suivantes :

Bonatti Spa, entreprise italienne qui a remporté l'appel d'offre de la pose du gazoduc entre la Grèce et l'Albanie. Elle est présente dans de nombreux pays, notamment à travers sa filiale **Carlo Gavazzi**, spécialisée dans les automatismes.

Siemens, qui fournira six unités de turbines

Saipem SpA (groupe ENI), s'occupera du tronçon offshore du gazoduc.

• Les sous-traitants et fournisseurs du TAP sont notamment les entreprises norvégienne **Statoil**, allemande **E.ON**, ou de consultants **Kantor**.

Mais on trouve également les entreprises d'interim **Adecco**, **Tempor** et **Randstad**, chargées de recruter la main d'œuvre sur place pour le chantier du TAP en Italie. Et aussi les banques françaises **Société Générale**, qui a un mandat de conseil pour TAP, et c'est à ce titre que la **BNP** va aider la compagnie à mobiliser des capitaux d'emprunt ou des capitaux propres pour financer sa construction.

Une trouvera une liste internationale plus complète ici :

• Panneaux 7 et 8 de l'exposition sur l'énergie, février 2018

(<https://finimondo.org/node/2129>)

• Contre le gazoduc TAP, juillet 2016

(<https://finimondo.org/node/1929>)

Il existe aussi une brochure en anglais où se trouvent ces infos : *Tackling energy. The struggle against the construction of the Trans Adriatic Pipeline (TAP) through Greece - Albania - Italy*, A5, 48 pages, mai 2017



Travaux du TAP en Grèce septentrionale, novembre 2016



« *Ils protestent contre l'énergie qui passe devant leur maison, mais ils la veulent bien chez eux !* » s'époumone ces jours-ci un philistin national-populaire face à ce qui est en train de secouer un petit village des Pouilles et de s'amplifier dans le reste de la région. Les affrontements entre forces de l'ordre et opposants se déroulent devant le site qui accueillera le chantier du Tap (*Trans-Adriatic Pipeline*), un gazoduc de 3000 kilomètres qui partira d'Azerbaïdjan jusqu'en Turquie, avant de passer en Grèce et en Albanie, de traverser la mer adriatique et d'accoster sur le littoral de Lecce. Dans cette lutte où il n'est pas toujours facile de comprendre où finit la raison et où commence le prétexte, le Salento n'est pas tout seul.

Quelques mots d'introduction	3
Quelques lignes sur le TAP	5
A ceux qui ne veulent pas du gazoduc	10
De l'autre côté	11
En riant sous cape	18
Les absents	20
Le 'Beau pays'	22
A notre tour, maintenant	24
A quoi sert l'énergie ?	25
La guerre à la maison	32
Prenons acte	33
Figures et figurines	36
Bribes de mémoire	38
Lettre ouverte au Dr. Giuseppe Serravezza	40
Quel étonnement ?	42
Propositions	43
Éléments pour la lutte depuis le Val Susa	44
Nous ne pouvons pas abandonner la critique	46
Des étincelles, encore ?	48
Fragments de lutte	49
Identifier l'ennemi	52